



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 71 de l'ordre du jour

Désarmement général et complet

Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Motaz M. **Zahran** (Égypte)

I. Introduction

1. La question intitulée :

«Désarmement général et complet :

- a) Notification des essais nucléaires;
- b) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol : rapport du Secrétaire général;
- c) Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925;
- d) Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
- e) Transparence dans le domaine des armements;
- f) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre;
- g) Relation entre le désarmement et le développement;
- h) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
- i) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
- j) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement;
- k) Contributions à l'interdiction des mines terrestres antipersonnel;
- l) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;

- m) Armes légères et de petit calibre;
- n) Désarmement nucléaire;
- o) Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires;
- p) Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*;
- q) Désarmement régional;
- r) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
- s) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
- t) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction»

a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale conformément aux résolutions de l'Assemblée 42/38 C du 30 novembre 1987, 46/36 L du 9 novembre 1991, 47/52 L du 15 décembre 1992, 50/70 B du 12 décembre 1995, 51/45 B à F, H, J à O, Q, S et T du 10 décembre 1996 et 52/38 A à T du 9 décembre 1997, ainsi qu'à la décision 51/414 du 10 décembre 1996.

2. À sa 3e séance plénière, le 15 septembre 1998, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.

3. La Première Commission a décidé à sa 2e séance, le 17 septembre 1998, de tenir un débat général sur toutes les questions concernant le désarmement et la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyées, soit les points 63 à 79. Ce débat a eu lieu de la 3e à la 12e séance, du 12 au 16 octobre (voir A/C.1/53/PV.3 à 12). Les questions considérées ont fait l'objet de discussions thématiques et des projets de résolution ont été présentés et examinés de la 14e à la 21e séance, le 23 et du 27 au 30 octobre, et le 2 novembre (voir A/C.1/53/PV.14 à 21). Les décisions sur tous les projets de résolution ont été prises de la 22e à la 31e séance, du 3 au 6 et les 9, 10, 12 et 13 novembre (voir A/C.1/53/PV.22 à 31).

4. Pour l'examen de ce point, la Première Commission était saisie des documents suivants :

- a) Rapport de la Conférence du désarmement (A/53/27)¹;
- b) Rapport de la Commission du désarmement (A/53/42)²;
- c) Rapport du Secrétaire général sur le respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements (A/53/158 et Add.1 à 3);
- d) Rapport du Secrétaire général sur les nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol (A/53/160 et Add.1);
- e) Rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre (A/53/169 et Add.1 à 3);
- f) Rapport du Secrétaire général sur la relation entre le désarmement et le développement (A/53/206);

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 27 (A/53/27).

² Ibid., Supplément No 42 (A/53/42).

- g) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre (A/53/207);
- h) Rapport du Secrétaire général sur le Registre des armes classiques des Nations Unies (A/53/334 et Add.1);
- i) Note du Secrétaire général sur la suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* (A/53/208 et Add.1);
- j) Note du Secrétaire général sur les mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925 (A/53/303);
- k) Rapport du Secrétaire général sur le désarmement nucléaire (A/53/415);
- l) Note du Secrétaire général sur la notification des essais nucléaires (A/53/427);
- m) Lettre datée du 19 décembre 1997, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/56);
- n) Lettre datée du 25 février 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/73-S/1998/163 et Corr.1);
- o) Lettre datée du 5 mars 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/78);
- p) Lettre datée du 29 mai 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/132-S/1998/448);
- q) Lettre datée du 9 juin 1998, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Égypte, de l'Irlande, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovénie et de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/138);
- r) Lettre datée du 30 juin 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/162);
- s) Lettre datée du 20 juillet 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/183);
- t) Lettre datée du 18 août 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/273);
- u) Lettre datée du 26 août 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/297);
- v) Lettre datée du 15 septembre 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/396);
- w) Lettre datée du 16 septembre 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent des États fédérés de Micronésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le communiqué de la vingt-neuvième réunion du Forum du Pacifique Sud, tenue à Palikir, Pohnpei (États fédérés de Micronésie) les 24 et 25 août 1998 (A/53/416);
- x) Lettre datée du 9 octobre 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le texte de la Déclaration de Panama et de la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement adoptées au douzième Sommet des États membres du Groupe de Rio, tenu à Panama les 4 et 5 septembre 1998 (A/53/489);

y) Lettre datée du 15 octobre 1998, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Fédération de Russie, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/53/506-S/1998/958);

z) Lettre datée du 14 octobre 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mexique (A/C.1/53/5);

aa) Lettre datée du 22 octobre 1998, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.1/53/6).

II. Examen des propositions

A. Projet de résolution A/C.1/53/L.2

5. À la 18e séance, le 29 octobre, le représentant du Kirghizistan, agissant au nom du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de son propre pays, a présenté un projet de résolution intitulé «Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale» (A/C.1/53/L.2), dont les pays suivants sont ensuite devenus coauteurs : Australie, Azerbaïdjan, Brésil, Canada, El Salvador, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Géorgie, Indonésie, Italie, Mongolie, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, Slovénie, Thaïlande, Turquie et Ukraine.

6. À la 25e séance, le 6 novembre, le Secrétaire de la Commission a fait une déclaration sur les incidences du projet de résolution A/C.1/53/L.2 sur les services de conférence.

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.2 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution A).

B. Projet de résolution A/C.1/53/L.7 et Rev.2

8. À la 21e séance, le 2 novembre, le représentant du Mali, agissant au nom du Bénin, du Burkina Faso, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, du Japon, du Libéria, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad, du Togo et de son propre pays, a présenté un projet de résolution intitulé «Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères» (A/C.1/53/L.7), qui se lisait comme suit :

«L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/36 H du 6 décembre 1991, 47/52 G et J du 9 décembre 1992, 48/75 H et J du 16 décembre 1993, 49/75 G du 15 décembre 1994, 50/70 H du 12 décembre 1995, 51/45 L du 10 décembre 1996 et 52/38 C du 9 décembre 1997,

Considérant que la circulation illicite de quantités massives d'armes légères et de petit calibre dans le monde constitue un frein au développement et un facteur aggravant de l'insécurité,

Considérant également que le transfert international illicite des armes légères et de petit calibre et leur accumulation dans de nombreux pays constituent une menace pour les populations et pour la sécurité nationale et régionale et un facteur de déstabilisation des États,

Se fondant sur la déclaration du Secrétaire général se rapportant à la demande du Mali relative à une assistance de l'Organisation des Nations Unies pour la collecte des armes légères et de petit calibre,

Profondément préoccupée par l'ampleur du phénomène d'insécurité et de banditisme lié à la circulation illicite des armes légères et de petit calibre au Mali et dans les autres États concernés de la sous-région sahélo-saharienne,

Prenant note des premières conclusions des missions consultatives des Nations Unies dépêchées dans les pays concernés de la sous-région par le Secrétaire général en vue d'étudier la manière la plus appropriée d'arrêter la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et d'en assurer la collecte,

Prenant note également de l'intérêt manifesté par d'autres États de la sous-région désireux de recevoir une mission consultative des Nations Unies,

Notant les actions entreprises et celles recommandées au cours des rencontres des États de la sous-région, tenues à Banjul, Alger, Bamako, Yamoussoukro et Niamey, pour l'instauration d'une coopération régionale étroite visant à renforcer la sécurité,

Se fondant sur le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, notamment la rubrique "Diplomatie préventive, règlement pacifique des différends et désarmement"³,

1. *Se félicite* de l'initiative prise par le Mali concernant la question de la circulation illicite et de la collecte des armes légères et de petit calibre dans les États concernés de la sous-région sahélo-saharienne;

2. *Se félicite également* de l'action entreprise par le Secrétaire général dans la mise en oeuvre de cette initiative, dans le cadre de la résolution 40/151 H du 16 décembre 1985;

3. *Remercie* les gouvernements concernés de la sous-région de l'appui important apporté aux missions consultatives des Nations Unies, et se félicite de la disponibilité exprimée par d'autres États à accueillir la mission consultative;

4. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre ses efforts, dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 49/75 G et des recommandations des missions consultatives des Nations Unies, pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre dans les États concernés qui en feraient la demande, avec l'appui du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, et en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine;

5. *Note* que, dans ses efforts pour mettre fin au mouvement des armes légères et de petit calibre qui affluent au Mali et dans la sous-région sahélo-saharienne, le Gouvernement malien a procédé, lors de la cérémonie de la "Flamme de la paix" organisée à Tombouctou (Mali) le 27 mars 1996, à la destruction de milliers d'armes légères et de petit calibre remises par les anciens combattants des mouvements armés du nord du Mali;

6. *Encourage* la mise sur pied dans les pays de la sous-région sahélo-saharienne de commissions nationales contre la prolifération des armes légères et de petit calibre et invite la communauté internationale à apporter son appui autant que possible au bon fonctionnement des commissions nationales là où elles existent;

7. *Prend note* des conclusions de la consultation ministérielle sur la proposition d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères dans la région, tenue à Bamako le 26 mars 1997, et encourage les États concernés à poursuivre leurs concertations sur la question;

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 1 (A/52/1), sect. II.D.

8. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'examen de la question et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée "Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre".

9. À la 25e séance, le 6 novembre, le représentant du Mali, agissant au nom des auteurs du projet de résolution A/C.1/53/L.7 et du Cap-Vert, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.7/Rev.2), dont il a oralement révisé le dernier alinéa du préambule en y remplaçant les mots «entente générale» par les mots «conception commune».

10. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.7/Rev.2, tel qu'il avait été oralement révisé, sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution B).

C. Projet de résolution A/C.1/53/L.9

11. À la 16e séance, le 27 octobre, le représentant du Nigéria, agissant au nom du Groupe des États africains, a présenté un projet de résolution intitulé «Interdiction de déverser des déchets radioactifs» (A/C.1/53/L.9), dont les Fidji sont devenues coauteur ultérieurement.

12. À la 22e séance, le 3 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.9 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution C).

D. Projet de résolution A/C.1/53/L.10/Rev.1 et 2

13. À la 18e séance, le 29 octobre, le représentant de la Mongolie, a présenté un projet de résolution intitulé «Sécurité internationale et statut de pays exempt d'armes nucléaires de la Mongolie» (A/C.1/53/L.10/Rev.1).

14. À la 27e séance, le 10 novembre, le représentant de la Mongolie, agissant au nom également des Philippines, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.10/Rev.2), qui contenait les modifications suivantes : au paragraphe 3, les mots «*Invite* les États concernés à coopérer» ont été remplacés par «*Invite* les États Membres, y compris les cinq États dotés de l'arme nucléaire, à coopérer».

15. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.10/ Rev.2 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution D).

E. Projet de résolution A/C.1/53/L.13 et Rev.1

16. À la 17e séance, le 28 octobre, le représentant du Japon, agissant au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Croatie, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Hongrie, Irlande, Italie, Jamaïque, Kirghizistan, Lituanie, Mali, Mexique, Népal, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, Sénégal, Sierra Leone, Sri Lanka, Suède et Uruguay, ainsi que de son propre pays, a présenté un projet de résolution intitulé «Armes légères et de petit calibre» (A/C.1/53/L.13), dont Malte s'est ensuite portée coauteur.

17. À la 22e séance, le 3 novembre, le représentant du Japon, agissant au nom des auteurs et des pays suivants : Bangladesh, Bulgarie, Canada, Costa Rica, Danemark, Grèce, Guinée, Luxembourg, Mozambique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Moldova et Turquie, auxquels le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Cameroun, la Colombie, le Liechtenstein, la Thaïlande et le Togo se sont joints par la suite, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.13/Rev.1) qui contenait les modifications ci-après :

a) À l'alinéa a) du paragraphe 3, le mot «tous» a été ajouté après les mots «De consulter»;

b) À l'alinéa b) du paragraphe 3 :

i) Les mots «du rapport du Secrétaire général» ont été remplacés par les mots «de son rapport»;

ii) Les mots «le rapport du Groupe» ont été remplacés par les mots «son rapport établi avec l'aide du Groupe»;

iii) Les mots «au Secrétaire général» ont été remplacés par les mots «à l'Assemblée générale»;

c) Au paragraphe 5 :

i) Les mots «et avec tout autre concours fourni par les États Membres en mesure de le faire» ont été ajoutés après les mots «ressources financières disponibles»;

ii) Les mots «et d'établir dans le système des Nations Unies une base de données unique sur ces fabricants et négociants agréés» ont été supprimés.

18. À la 25e séance, le 6 novembre, la Commission a voté sur le projet de résolution A/C.1/53/L.13/Rev.1. Les résultats du vote ont été les suivants :

a) À l'issue d'un vote enregistré, le quatrième alinéa du préambule a été adopté par 127 voix contre zéro, avec 11 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Azerbaïdjan, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Géorgie, Inde, Israël, Monaco, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

b) À l'issue d'un vote enregistré, l'ensemble du projet de résolution révisé A/C.1/53/L.13/Rev.1 a été adopté par 136 voix contre zéro, avec 3 abstentions (voir par. 89, projet de résolution E). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Arabie saoudite, Bahreïn, Fédération de Russie.

F. Projet de résolution A/C.1/53/L.16 et Rev.2

19. À la 21^e séance, le 2 novembre, le représentant de l'Inde, à laquelle les Fidji se sont jointes par la suite, a présenté un projet de résolution intitulé «Réduction du danger nucléaire» (A/C.1/53/L.16), qui se lisait comme suit :

«L'Assemblée générale,

Considérant que l'emploi des armes nucléaires constitue la menace la plus grave pour l'humanité et la survie de la civilisation,

Réaffirmant que tout emploi ou toute menace de l'emploi d'armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies,

Convaincue que le désarmement nucléaire et l'élimination totale des armes nucléaires sont indispensables pour supprimer le danger de guerre nucléaire,

Considérant que, tant qu'il y aura encore des armes nucléaires, il est impératif que les États dotés de l'arme nucléaire prennent des mesures pour assurer les États non dotés de l'arme nucléaire contre l'emploi ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires,

Considérant aussi que le système d'alerte instantanée aux armes nucléaires comporte des risques inacceptables d'emploi involontaire ou accidentel d'armes nucléaires, qui aura des conséquences catastrophiques pour l'humanité tout entière,

Sachant que les États dotés de l'arme nucléaire ont pris des mesures de portée limitée concernant le dépointage pour répondre à cette préoccupation et qu'il est nécessaire que d'autres mesures soient prises pour favoriser l'instauration d'un meilleur climat international propice à des négociations en vue de l'élimination des armes nucléaires,

Consciente du fait que la réduction des tensions qu'engendrerait une modification des doctrines nucléaires aurait un effet favorable sur la paix et la sécurité internationales et favoriserait l'instauration des conditions requises pour une nouvelle réduction des armes nucléaires et leur élimination,

Soulignant de nouveau le rang de priorité élevé accordé au désarmement nucléaire par l'Assemblée générale dans l'Acte final de sa dixième session extraordinaire ainsi que par la communauté internationale,

Rappelant que, dans son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, la Cour internationale de Justice a réaffirmé que tous les États avaient l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

1. *Demande* que les doctrines nucléaires soient réexaminées et, dans ce contexte, que des mesures soient prises immédiatement à titre prioritaire pour réduire les risques d'emploi involontaire et accidentel d'armes nucléaires;

2. *Prie* les États Membres d'informer le Secrétaire général des mesures qu'ils auront prises pour donner suite à la présente résolution ou des initiatives qu'ils auront prises pour promouvoir les objectifs qui y sont fixés;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-quatrième session, des faits nouveaux relatifs à l'application de la présente résolution;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée "Réduction du danger nucléaire".»

20. À la 30e séance, le 13 novembre, le représentant de l'Inde a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.16/Rev.2).

21. À la même séance, la Commission a voté comme suit sur le projet de résolution A/C.1/53/L.16/Rev.2 :

a) À l'issue d'un vote enregistré, le paragraphe 3 a été adopté par 67 voix contre zéro, avec 53 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger,

Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Qatar, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine, Yémen.

b) À l'issue d'un vote enregistré, l'ensemble du projet de résolution A/C.1/53/L.16/Rev.2 a été adopté par 68 voix contre 44, avec 12 abstentions (voir par. 89, projet de résolution F). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, Équateur, Éthiopie, Fidji, Ghana, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Se sont abstenus :

Argentine, Arménie, Bélarus, Chine, El Salvador, Guatemala, Israël, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Saint-Marin, Ukraine.

G. Projet de résolution A/C.1/53/L.22

22. À la 21^e séance, le 2 novembre, le projet de résolution A/C.1/53/L.22 intitulé «Essais nucléaires» a été présenté par le représentant du Canada au nom de l'Australie, du Canada

et de la Nouvelle-Zélande. Par la suite, les Bahamas, la Belgique, la Bolivie, le Congo, Costa Rica, l'Équateur, les Fidji, la Hongrie, l'Irlande, les Îles Salomon, le Kazakhstan, le Lesotho, la Lettonie, la Lituanie, la Mongolie, la Norvège, le Portugal, la République de Corée et l'Uruguay se sont portés coauteurs du projet.

23. Le 2 novembre, la Commission était saisie d'amendements (A/C.1/53/L.52) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, présenté par Sri Lanka, aux termes desquels :

a) Le cinquième alinéa du préambule serait remplacé par le texte suivant :

«*Rappelant* toutes les résolutions antérieures de l'Organisation des Nations Unies sur les essais nucléaires»;

b) Le paragraphe 1 serait remplacé par le texte suivant :

«*Se déclare préoccupée* par tous les essais nucléaires, qu'elle déplore quel qu'en soit l'objet, et demande instamment que tous ces essais cessent à l'avenir».

24. À la 29e séance, le 12 novembre, le représentant de l'Inde a présenté des amendements (A/C.1/53/L.55) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels le premier alinéa du préambule serait modifié afin d'être libellé comme suit :

«*Réaffirmant* que l'arrêt de tous les essais nucléaires contribuera à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire conduisant à l'élimination complète des armes nucléaires dans un délai spécifié et, par conséquent, au renforcement de la paix et de la sécurité internationales».

25. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté des amendements (A/C.1/53/L.56) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels :

a) Après le paragraphe 1, un nouveau paragraphe libellé comme suit serait ajouté :

«*Se déclare gravement préoccupée* par tous les essais nucléaires et toutes les expériences visant le développement qualitatif des armes nucléaires, qu'elle déplore vivement et qui sont contraires à l'esprit et aux objectifs du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires»;

b) Après l'actuel paragraphe 2, un nouveau paragraphe libellé comme suit serait ajouté :

«*Demande* l'abrogation immédiate de toutes les mesures unilatérales, coercitives, ou discriminatoires».

26. À la même séance également, le représentant de l'Inde a présenté des amendements (A/C.1/53/L.57) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels le deuxième alinéa du préambule serait libellé comme suit :

«*Réaffirmant aussi* l'importance primordiale qu'elle attache au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires au regard de l'action déployée au niveau international pour enrayer la prolifération des armes nucléaires par les essais nucléaires».

27. À la même séance, le représentant de l'Inde a présenté des amendements (A/C.1/53/L.58) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels les mots «réaffirme qu'ils doivent donner un caractère juridique à cet engagement en signant et en ratifiant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires», au paragraphe 2 du dispositif, seraient remplacés par les mots «invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin de faciliter son entrée en vigueur d'ici au mois de septembre 1999».

28. À la même séance également, le représentant du Pakistan au nom aussi de l'Inde a présenté des amendements (A/C.1/53/L.61) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels :

a) Le paragraphe 2 du dispositif serait remplacé par le texte suivant :

«2. *Accueille avec satisfaction* le moratoire déclaré par certains États sur de nouveaux essais et les déclarations qu'ils ont faites devant l'Assemblée générale concernant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires»;

b) Un nouveau paragraphe serait ajouté après le paragraphe 2 qui serait libellé comme suit :

«3. *Engage* tous les États qui ne l'ont pas encore fait, en particulier ceux qui sont énumérés dans l'annexe II du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à devenir partie à ce traité afin d'en faciliter l'entrée en vigueur».

29. À la même séance, le représentant du Zimbabwe, au nom également du Nigéria et de la Zambie, a présenté des amendements (A/C.1/53/L.62) au projet de résolution A/C.1/53/L.22, aux termes desquels un nouveau paragraphe serait ajouté après le paragraphe 3, qui serait libellé comme suit :

«4. *Demande instamment* aux cinq États dotés de l'arme nucléaire de respecter les engagements qu'ils ont pris concernant le désarmement nucléaire aux termes de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de redoubler d'efforts pour réduire ces armes dans le monde, l'objectif final étant de les éliminer conformément au même article».

30. À sa 29e séance, le 12 novembre, la Commission a voté sur le projet de résolution A/C.1/53/L.22, comme suit :

a) À l'issue d'un vote enregistré, la motion proposée par le représentant de la Hongrie, tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22 publiés sous la cote A/C.1/53/L.52, a été adoptée par 63 voix contre 60, avec 13 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Andorre, Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine, Uruguay.

Votent contre :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Cuba, Djibouti, Égypte, Érythrée, Gabon, Ghana, Guinée, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de

Corée, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Barbade, Brésil, Chili, Chypre, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Israël, Panama, Paraguay, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Venezuela.

b) Le représentant du Portugal a proposé qu'aucune décision ne soit prise sur les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22 qui contenait le document A/C.1/53/L.55. Par la suite, le représentant de l'Inde a retiré les amendements contenus dans les documents A/C.1/53/L.55 et A/C.1/53/L.57;

c) À l'issue d'un vote enregistré, la motion proposée par le représentant de la Nouvelle-Zélande, tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22 publiés sous la cote A/C.1/53/L.56, a été approuvée par 62 voix contre 51, avec 18 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Andorre, Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Swaziland, Ukraine, Uruguay.

Votent contre :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burundi, Cuba, Djibouti, Égypte, Érythrée, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Turquie, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Barbade, Brésil, Chili, Chypre, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Haïti, Iran (République islamique d'), Israël, Mozambique, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Venezuela.

d) À l'issue d'un vote enregistré, la motion proposée par le représentant de la Lituanie, tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22 publiés sous la cote A/C.1/53/L.58, a été adoptée par 60 voix contre 49, avec 21 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Andorre, Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles

Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine, Uruguay.

Votent contre :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burundi, Cuba, Djibouti, Égypte, Érythrée, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Népal, Nigéria, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Turquie, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Barbade, Brésil, Chili, Chypre, Colombie, El Salvador, Éthiopie, Haïti, Israël, Jamaïque, Mexique, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Venezuela.

e) Le représentant du Pakistan, parlant aussi au nom de l'Inde, a retiré les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22, que contenait le document A/C.1/53/L.61;

f) À l'issue d'un vote enregistré, la motion proposée par le représentant du Portugal tendant à ce qu'aucune décision ne soit prise sur les amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.22 que contenait le document A/C.1/53/L.62 a été approuvée par 59 voix contre 57 avec 17 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Canada, Chine, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine, Uruguay.

Votent contre :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Cuba, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Turquie, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Barbade, Brésil, Chili, Chypre, Colombie, El Salvador, France, Haïti, Israël, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Venezuela.

g) À l'issue d'un vote enregistré, le projet de résolution A/C.1/53/L.22 a été adopté par 98 voix contre 6 avec 31 abstentions (voir par. 89, projet de résolution G). Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Belgique, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Votent contre :

Bénin, Bhoutan, Inde, Pakistan, Zambie, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Algérie, Angola, Bangladesh, Burundi, Cameroun, Chypre, Cuba, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Maldives, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Tunisie, Turquie, Viet Nam.

H. Projet de résolution A/C.1/53/L.23 et Rev.1

31. À la 21^e séance, le 2 novembre, le représentant du Bélarus a présenté un projet de résolution intitulé «Désarmement régional» (A/C.1/53/L.23). Par la suite, les Bahamas, la Barbade, la Bolivie, le Congo, les Fidji, le Malawi et le Mali se sont portés coauteurs du projet⁴. Le projet de résolution avait été présenté par le représentant du Bélarus à la 21^e séance de la Commission, le 2 novembre.

32. Le 2 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.23/Rev.1), présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.1/53/L.23, qui contenait les changements suivants :

⁴ Par la suite, la délégation malienne a demandé à ne pas être considérée comme auteur de ce projet de résolution.

a) Les mots «conformément aux principes établis» ont été ajoutés à la fin du deuxième alinéa;

b) Au troisième alinéa, les mots «démocratie, contrôle civil sur les militaires» ont été supprimés.

33. À sa 27^e séance, le 10 novembre, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.23/Rev.1 par 57 voix contre 41 avec 39 abstentions (voir par. 89, projet de résolution H). Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Fidji, Ghana, Guinée, Guyana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Soudan, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen.

Votent contre :

Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

S'abstiennent :

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Bangladesh, Bénin, Brésil, Cap-Vert, Chili, Colombie, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Géorgie, Îles Salomon, Inde, Jamaïque, Japon, Mali, Malte, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pérou, République de Corée, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Tchad, Togo, Ukraine, Zambie, Zimbabwe.

I. Projet de résolution A/C.1/53/L.24 et Rev.1

34. À la 19^e séance, le 30 octobre 1998, le représentant du Canada a présenté un projet de résolution intitulé «Interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires» (A/C.1/53/L.24) libellé comme suit :

«L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/75 L du 16 décembre 1993,

Convaincue qu'un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, contribuerait beaucoup à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects,

Prenant acte du rapport de la Conférence du désarmement, dans lequel cette dernière observe notamment que toute décision qui sera prise en la matière ne préjugera

aucunement d'autres décisions portant sur la création de nouveaux organes subsidiaires au titre du point 1 de l'ordre du jour, et que de vastes consultations auront lieu afin de permettre aux membres de la Conférence du désarmement de faire connaître leur position sur les méthodes et approches à adopter pour traiter le point 1 de l'ordre du jour, compte tenu de l'ensemble des propositions et points de vue à cet égard,

1. *Se félicite* de la décision prise par la Conférence du désarmement d'établir, au titre du point 1 de son ordre du jour concernant la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire, un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

2. *Note avec satisfaction* que ce comité spécial s'est déjà lancé dans la première étape des négociations de fond;

3. *Encourage* la Conférence du désarmement à rétablir son comité spécial au début de la session de 1999.»

35. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté des amendements (A/C.1/53/L.51) au projet de résolution A/C.1/53/L.24 aux termes desquels :

a) Le texte suivant serait ajouté en tant que nouveau premier alinéa du préambule :

«*Rappelant* le paragraphe 50 du Document final de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, dans lequel il a été demandé de mettre un terme à la production de matières fissiles à des fins d'armement dans le cadre d'un programme global et graduel conduisant à l'élimination complète des armes nucléaires»;

b) Après le deuxième alinéa actuel du préambule, les deux autres alinéas suivants seraient insérés :

«*Notant* les différences qui continuent d'exister entre les États Membres quant à la portée et aux objectifs du Traité,

Convaincue que tout traité sur les matières fissiles doit constituer une mesure de désarmement et non pas seulement une mesure de non-prolifération»;

c) Le texte suivant serait ajouté à la fin du paragraphe 3 du dispositif :

«afin de négocier un traité sur les matières fissiles qui doit faire partie intégrante d'un processus de désarmement nucléaire conduisant à l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé».

36. Le 2 novembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.24/Rev.1), présenté par l'auteur du projet de résolution A/C.1/53/L.24), intitulé «*Décision de la Conférence du désarmement de créer au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires*», projet dont, par la suite, se sont portés coauteurs les pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chili, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas,

Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède et Turquie.

37. À la 31e séance, le 13 novembre, le représentant du *Pakistan* a retiré les amendements que contenait le document A/C.1/53/L.51.

38. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.24/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution I).

J. Projet de résolution A/C.1/53/L.26

39. À la 21e séance, le 2 novembre, le représentant de l'Afrique du Sud, au nom des États Membres qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, a présenté un projet de résolution intitulé «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements» (A/C.1/53/L.26). Par la suite, les Fidji se sont portées coauteur.

40. À sa 24e séance, le 5 novembre, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.26 par 138 voix contre zéro, avec 4 abstentions (voir par. 89, projet de résolution J). Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

France, États-Unis d'Amérique, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

K. Projet de résolution A/C.1/53/L.27

41. À la 21e séance, le 2 novembre, le représentant de l'Afrique du Sud, au nom des États Membres qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, a présenté un projet de résolution intitulé «Relation entre le désarmement et le développement» (A/C.1/53/L.27). Par la suite, les Fidji se sont portées coauteur.

42. À la 24e séance, le 5 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.27 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution K)⁵.

L. Projet de résolution A/C.1/53/L.28

43. À la 21e séance, le représentant de l'Afrique du Sud, au nom des États Membres qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, a présenté un projet de résolution intitulé «Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925» (A/C.1/53/L.28). Par la suite, les Fidji et Monaco se sont portés coauteurs.

44. À la 22e séance, le 3 novembre, les auteurs ont modifié oralement le cinquième alinéa en supprimant le mot «récemment» avant les mots «l'initiative».

45. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.28 tel que modifié oralement, par 136 voix contre zéro, avec 3 abstentions (voir par. 89, projet de résolution L). Les voix se sont réparties comme suit :

Votent pour :

Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

Israël, États-Unis d'Amérique, République de Corée.

⁵ La délégation des États-Unis d'Amérique a déclaré qu'elle n'avait pas participé au vote.

M. Projet de résolution A/C.1/53/L.31/Rev.1

46. À la 20e séance, le 30 octobre, le représentant de l'Allemagne a présenté un projet de résolution intitulé «Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement» (A/C.1/53/L.31/Rev.1) au nom des États suivants : Albanie, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chypre, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mali, Malte, Monaco, Mozambique, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie et Uruguay, auxquels par la suite se sont jointes l'Albanie et les Fidji.

47. À sa 24e séance, le 5 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.31/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution M).

N. Projet de résolution A/C.1/53/L.33

48. À la 19e séance, le 30 octobre, le représentant du Canada a présenté un projet de résolution intitulé «Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction» (A/C.1/53/L.33), au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Équateur, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, France, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Lesotho, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Turkménistan, Uruguay, Yémen, Zambie et Zimbabwe. Par la suite, la Grèce, le Nigéria, la Trinité-et-Tobago et la Tunisie se sont portés coauteurs.

49. À la 23e séance, le 4 novembre, le secrétaire de la Commission a appelé l'attention de la Commission sur la déclaration concernant les incidences financières du projet de résolution A/C.1/53/L.33 présentée par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur provisoire de l'Assemblée générale (A/C.1/53/L.60).

50. À la même séance, à l'issue d'un vote enregistré, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.33 par 124 voix contre zéro, avec 19 abstentions (voir par. 89, projet de résolution N). Les voix se sont réparties comme suit⁶ :

⁶ Par la suite, la délégation koweïtienne a déclaré qu'elle n'avait pas eu l'intention de voter.

Votent pour :

Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Néant.

S'abstiennent :

Azerbaïdjan, Chine, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Îles Marshall, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Pakistan, République arabe syrienne, République de Corée, Viet Nam.

O. Projet de résolution A/C.1/53/L.34

51. À la 18e séance, le 29 octobre, le représentant du Pakistan, au nom de l'Arménie, du Bangladesh, de la Belgique, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Égypte, de l'Indonésie, du Mali, du Népal, du Niger, du Pakistan, de la Sierra Leone, du Soudan, du Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie, a présenté un projet de résolution intitulé «Désarmement régional» (A/C.1/53/L.34). L'Équateur et les Fidji se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution.

52. À sa 22e séance, le 3 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.34 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution O).

P. Projet de résolution A/C.1/53/L.35

53. À la 21e séance, le 2 novembre, le représentant du Pakistan, au nom du Bangladesh, de l'Espagne, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de l'Italie, du Mexique, du Népal, de la Norvège, du Pakistan et de la République tchèque, a présenté un projet de résolution intitulé «Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional» (A/C.1/53/L.35). L'Allemagne, l'Équateur, les Fidji, le Portugal et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution.

54. À sa 22e séance, le 3 novembre, la Commission, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.35 par 129 voix contre 2, avec une abstention (voir par. 89, projet de résolution P). Les voix se sont réparties comme suit⁷ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guyana, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Bhoutan, Inde.

Se sont abstenus :

Cuba.

Q. Projet de résolution A/C.1/53/L.37

55. À la 17e séance, le 28 octobre, le représentant du Brésil, au nom de l'Afrique du Sud, de l'Angola, d'Antigua-et-Barbuda, de l'Argentine, de la Barbade, du Bénin, de la Bolivie, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Brunéi Darussalam, du Cap-Vert, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de Djibouti, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Éthiopie, des Fidji, du Gabon, de la Grenade, du Guatemala, d'Haïti, des Îles Salomon, de l'Indonésie, de la Jamaïque, du Kenya, du Kirghizistan, du Lesotho, du Libéria, de la Malaisie, du Mali, du Mexique, de la Mongolie, du Mozambique, du Nicaragua, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République centrafricaine, de la République-Unie de Tanzanie, du Samoa, du Suriname, de la Thaïlande, de l'Uruguay, du Venezuela et du Zimbabwe, a présenté un projet de résolution intitulé «Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires» (A/C.1/53/L.37). Le Congo, le Guyana, la Namibie, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la République islamique d'Iran, Singapour et le Togo se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution.

⁷ La délégation de l'Angola a indiqué par la suite qu'elle avait l'intention de voter en faveur du projet de résolution et celle des Îles Marshall a fait savoir que si elle avait été présente, elle aurait voté pour le projet.

56. À sa 23e séance, le 4 novembre, la Commission a mis aux voix le projet de résolution A/C.1/53/L.37 de la manière ci-après :

a) Les cinq derniers mots du paragraphe 3 du dispositif, «et en Asie du Sud», ont été adoptés, à l'issue d'un vote enregistré, par 118 voix contre 2, avec 21 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit⁸ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Bhoutan, Inde.

Se sont abstenus :

Algérie, Bangladesh, Chypre, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Îles Marshall, Israël, Lettonie, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Sri Lanka, Viet Nam.

b) Le paragraphe 3 du dispositif a été adopté à l'issue d'un vote enregistré par 125 voix contre une, avec 18 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit⁹ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc,

⁸ La délégation de la Hongrie a indiqué par la suite qu'elle avait l'intention de s'abstenir sur les cinq derniers mots du paragraphe 3 du dispositif.

⁹ La délégation de la Hongrie a indiqué ultérieurement qu'elle avait l'intention de s'abstenir sur l'ensemble du paragraphe 3 du dispositif.

Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Inde.

Se sont abstenus :

Bangladesh, Bhoutan, Cuba, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Îles Marshall, Islande, Israël, Lettonie, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka.

c) À l'issue d'un vote enregistré, l'ensemble du projet de résolution A/C.1/53/L.37 a été adopté par 129 voix contre 4, avec 14 abstentions (voir par. 89, projet de résolution Q). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique du Congo, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, France, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus :

Bhoutan, Bulgarie, Estonie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Israël, Lettonie, Micronésie (États fédérés de), Pologne, République de Corée, Roumanie.

R. Projet de résolution A/C.1/53/L.38 et Rev.1

57. À la 16e séance, le 27 octobre, le représentant de la Pologne, également au nom du Canada, a présenté un projet de résolution (A/C.1/53/L.38) intitulé «Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction».

58. Le 27 octobre, la Commission a été saisie d'un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.38/Rev.1), présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.1/53/L.38, qui comportait les modifications suivantes :

a) À la deuxième ligne du paragraphe 2 du dispositif, après «respect», les mots «de toutes les» ont été remplacés par «des»;

b) À la troisième ligne du paragraphe 7 du dispositif, après «efforts», les mots «visant à conclure» sont désormais suivies de «rapidement un accord», et à la fin de ce même paragraphe, les mots «conformément à la Convention» ont été ajoutés.

59. À la 22e séance, le 3 novembre, les auteurs ont révisé oralement le projet de résolution révisé, remplaçant à la fin du paragraphe 7 du dispositif «à la Convention» par les mots «aux dispositions de la Convention».

60. À sa 22e séance, le 3 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.38/Rev.1 tel que révisé oralement sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution R).

S. Projet de résolution A/C.1/53/L.39 et Rev.1

61. À la 20e séance, le 30 octobre, le représentant de l'Égypte, au nom de l'Égypte, de la Jordanie, du Myanmar, du Niger, du Nigéria, du Soudan et du Swaziland, auxquels se sont joints par la suite l'Arabie saoudite et les Fidji, a présenté un projet de résolution (A/C.1/53/L.39) intitulé «Transparence dans le domaine des armements».

62. Le 5 novembre, la Commission a été saisie d'un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.39/Rev.1), qui comportait les modifications suivantes :

a) À la fin de l'alinéa a) du paragraphe 3 du dispositif, les mots «aux dotations militaires et aux achats liés à la production nationale» ont été supprimés;

b) À la fin de l'alinéa b) du paragraphe 3 du dispositif, les mots «ainsi que de technologies de pointe ayant des applications militaires» ont été supprimés.

63. À sa 27e séance, le 10 novembre, la Commission a mis le projet de résolution A/C.1/53/L.39/Rev.1 aux voix de la manière ci-après :

a) À l'issue d'un vote enregistré, le huitième alinéa du préambule a été approuvé par 137 voix contre 2, avec 2 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon,

Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Inde, Israël.

Se sont abstenus :

Cuba, Pakistan.

b) L'alinéa b) du paragraphe 3 du dispositif a été adopté à l'issue d'un vote enregistré, par 80 voix contre 46, avec 17 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guyana, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Argentine, Azerbaïdjan, Bélarus, Brésil, Chine, Chypre, Géorgie, Inde, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, République de Corée, République démocratique du Congo.

c) L'ensemble du projet de résolution A/C.1/53/L.39/Rev.1, à l'issue d'un vote enregistré, a été adopté par 82 voix contre 44, avec 17 abstentions (voir par. 89, projet de résolution S). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cap-Vert, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guyana, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie, Ukraine.

Se sont abstenus :

Argentine, Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, Chypre, Géorgie, Îles Marshall, Inde, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Malte, Ouzbékistan, Pakistan, République de Corée, République démocratique du Congo, Singapour.

T. Projet de résolution A/C.1/53/L.41/Rev.1

64. À la 20e séance, le 30 octobre, le représentant de l'Afrique du Sud, au nom de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, du Cameroun, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, du Ghana, de la Hongrie, de l'Irlande, de la Jamaïque, du Japon, du Kirghizistan, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de Monaco, du Mozambique, du Niger, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République de Corée, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, de Sri Lanka, de la Suède, du Swaziland, de la Thaïlande, du Togo et de l'Uruguay, a présenté un projet de résolution (A/C.1/53/L.41/Rev.1) intitulé «Trafic illicite d'armes légères et de petit calibre». L'Azerbaïdjan, le Bangladesh, le Brésil, le Congo, la Guinée, l'Italie, le Liechtenstein, le Mali et Malte se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution.

65. À sa 22e séance, le 3 novembre, la Première Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.41/Rev.1 sans le mettre aux voix (voir par. 89, projet de résolution T).

**U. Projet de résolution A/C.1/53/L.42 et Rev.1
et amendements au projet de résolution A/C.1/53/L.42**

présentés dans le document A/C.1/53/L.54

66. À la 18e séance, le 29 octobre, le représentant du Japon a présenté un projet de résolution (A/C.1/53/L.42) intitulé «Désarmement nucléaire en vue de l'élimination définitive des armes nucléaires». L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Grèce, l'Italie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Niger, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Pays-Bas et la Roumanie se sont joints par la suite aux auteurs du projet de résolution, qui se lisait comme suit :

«L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 H du 15 décembre 1994, 50/70 C du 12 décembre 1995, 51/45 G du 10 décembre 1996 et 52/38 K du 9 décembre 1997,

Gardant à l'esprit la résolution 1172 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 6 juin 1998,

Appelant de ses vœux l'entrée en vigueur rapide du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) et se félicitant de la Déclaration commune sur les paramètres d'une future réduction des forces nucléaires, rendue publique par M. Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, et M. Eltsine, Président de la Fédération de Russie,

Se félicitant des efforts que font les autres États nucléaires pour réduire leurs arsenaux nucléaires, comme c'est le cas, tout récemment encore, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Se félicitant aussi de l'accession du Brésil au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires,

Réaffirmant sa conviction que de nouveaux progrès du désarmement nucléaire contribueront à l'affermissement du régime international de non-prolifération nucléaire, pour assurer la paix et la sécurité internationales,

Se félicitant également de la décision de la Conférence du désarmement, à Genève, d'établir un comité spécial qui négociera, sur la base du rapport de 1995 de son Coordonnateur spécial et du mandat qu'il contient, un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires,

1. *Réaffirme* qu'il est important que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires soit universel et exhorte les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer sans délai et sans conditions;

2. *Réaffirme aussi* qu'il est important que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'acquittent de leurs obligations en vertu de celui-ci;

3. *Demande* aux États dotés d'armes nucléaires de poursuivre une action résolue, systématique et progressive afin de réduire globalement les armements nucléaires pour, finalement, les éliminer, et à tous les États de poursuivre des efforts déterminés visant le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace;

4. *Constata* que pour éliminer définitivement les armes nucléaires, il est important et nécessaire de continuer à rechercher activement :

a) La signature et la ratification rapides, par tous les États, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en vue de son entrée en vigueur rapide, et avant celle-ci, la cessation de tous essais nucléaires;

b) La conclusion rapide par la Conférence du désarmement des négociations sur un traité non discriminatoire, multilatéral et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, conformément à la déclaration du Coordonnateur spécial et au mandat qui y figure;

c) L'amorce de pourparlers multilatéraux sur les mesures qui pourraient être prises pour donner suite à une convention interdisant la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires;

d) L'entrée en vigueur rapide du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) et le lancement et la conclusion rapides de négociations sur un accord START III entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie;

e) De nouveaux efforts que devraient accomplir les cinq États nucléaires pour réduire unilatéralement leurs arsenaux nucléaires et commencer, à une date appropriée, des négociations en vue de la réduction des armes nucléaires;

5. *Invite* les États nucléaires à tenir les membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès du désarmement nucléaire et des efforts faits dans ce sens;

6. *Accueille avec satisfaction* les efforts actuellement déployés pour démanteler les armes nucléaires, et note qu'il importe de gérer dans des conditions de sécurité et d'efficacité les matières fissiles qui en résultent;

7. *Invite* tous les États à n'épargner aucun effort pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, en confirmant et affermissant leur volonté de ne pas exporter d'équipements, de matériel ou de technologie qui pourraient contribuer à la fabrication de ces armes;

8. *Invite aussi* tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à tout mettre en oeuvre pour assurer le succès de la Conférence d'examen qui aura lieu en l'an 2000;

9. *Encourage* à poursuivre sérieusement les pourparlers sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement nucléaire dans les instances appropriées.»

67. Le 2 novembre, la Commission a été saisie d'amendements (A/C.1/53/L.54) au projet de résolution A/C.1/53/L.42, présentés par le Pakistan, qui tendaient à :

a) Supprimer le deuxième alinéa du préambule;

b) Au troisième alinéa actuel du préambule, remplacer les mots «*Appelant de ses vœux*» par le mot «*Préconise*»;

c) Après le sixième alinéa du préambule actuel, insérer un nouvel alinéa du préambule ainsi libellé :

«*Considérant* que l'application de mesures arbitraires, coercitives et discriminatoires par certains États en vue de promouvoir ces objectifs est incompatible avec le droit international et, partant, inacceptable»;

d) À la fin du septième alinéa du préambule actuel, ajouter ce qui suit :

«qui doit constituer une étape d'un processus de désarmement nucléaire menant à l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier précis»;

e) Après le septième alinéa du préambule actuel, ajouter deux nouveaux alinéas du préambule ainsi libellés :

«*Prenant note* de la décision de la Conférence du désarmement d'engager des consultations intensives sur les moyens et modalités appropriés d'examiner le point de l'ordre du jour intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire",

Préoccupée par les déclarations faites par certains États dotés d'armes nucléaires selon lesquelles ils conserveront des armes nucléaires indéfiniment»;

f) Remplacer le paragraphe 1 du dispositif par le paragraphe suivant :

«1. *Invite à nouveau* les États dotés d'armes nucléaires à procéder à une réduction progressive de la menace nucléaire et à entreprendre un programme échelonné de réduction importante, progressive et équilibrée, des armes nucléaires, et à mener à bien des mesures efficaces de désarmement nucléaire en vue d'éliminer totalement ces armes selon un calendrier précis»;

g) À la fin du paragraphe 2 du dispositif, ajouter ce qui suit :

«afin d'assurer l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier précis»;

h) Remplacer le troisième alinéa du paragraphe 4 du dispositif par l'alinéa suivant :

«c) L'engagement sans tarder de négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement»;

i) Au paragraphe 4 du dispositif, déplacer l'alinéa b) qui devenait l'alinéa e).

68. À la 30e séance, le 13 novembre, le représentant du Japon, au nom des auteurs du projet de résolution A/C.1/53/L.42 et de l'Australie, de l'Espagne, de la Finlande et du Portugal, a présenté un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.42/Rev.1).

69. À la même séance, le représentant du Pakistan a retiré les amendements figurant dans le document A/C.1/53/L.54.

70. À la même séance, la Commission a mis le projet de résolution A/C.1/53/L.42/Rev.1 aux voix de la façon ci-après :

a) Le deuxième alinéa du préambule a été adopté à l'issue d'un vote enregistré par 125 voix contre une, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas,

Pérou, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Zambie.

Ont voté contre :

Inde.

Se sont abstenus :

Bhoutan, Israël, Nigéria, Pakistan.

b) Le paragraphe 1 du dispositif a été adopté à l'issue d'un vote enregistré par 136 voix contre 3, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit¹⁰ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ouzbékistan, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Inde, Israël, Pakistan.

Se sont abstenus :

Bhoutan, Cuba, République arabe syrienne, République démocratique du Congo.

c) À l'issue d'un vote enregistré, l'ensemble du projet de résolution A/C.1/53/L.42/Rev.1 a été adopté par 132 voix contre zéro, avec 11 abstentions (voir par. 89, projet de résolution U). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

¹⁰ La délégation de la République arabe syrienne a indiqué par la suite qu'elle avait l'intention de voter pour.

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Algérie, Bhoutan, Colombie, Cuba, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Myanmar, Pakistan, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée.

V. Projet de résolution A/C.1/53/L.43

71. À la 19e séance, le 30 octobre, le représentant des Pays-Bas a présenté, au nom des pays suivants : Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République Yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Monaco, Mongolie, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Slovaquie, Slovénie, Suède, Swaziland, Turquie, Ukraine, Uruguay et Venezuela, le projet de résolution A/C.1/53/L.43, intitulé «Transparence dans le domaine des armements», dont l'Afrique du Sud, l'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, le Guyana, les Îles Marshall, le Paraguay, la République de Corée, la République dominicaine et la Thaïlande se sont par la suite portés coauteurs.

72. À sa 24e séance, le 5 novembre, la Première Commission a voté sur le projet de résolution A/C.1/53/L.43, avec les résultats suivants :

a) Le paragraphe 4 b) du dispositif a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 100 voix contre zéro, avec 11 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit¹¹ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Algérie, Arabie saoudite, Chine, Égypte, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Mexique, Myanmar, République populaire démocratique de Corée.

b) Le paragraphe 6 du dispositif a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 102 voix contre zéro, avec 12 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit¹² :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sierra Leone, Singapour,

¹¹ Par la suite, la délégation égyptienne a fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de s'abstenir; la délégation de la République arabe syrienne a déclaré que, si elle avait été présente lors du vote, elle se serait abstenue; les délégations bolivienne, salvadorienne, ghanéenne, jamaïcaine, moldove et philippine ont déclaré que, si elles avaient été présentes lors du vote, elles auraient voté pour le paragraphe.

¹² Les délégations bolivienne, salvadorienne, ghanéenne, jamaïcaine et philippine ont déclaré que, si elles avaient été présentes lors du vote, elles auraient voté pour le paragraphe; la délégation de la République arabe syrienne a déclaré que, si elle avait été présente lors du vote, elle se serait abstenue.

Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Algérie, Arabie saoudite, Chine, Cuba, Égypte, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Mexique, Myanmar, République populaire démocratique de Corée, Yémen.

c) Le projet de résolution A/C.1/53/L.43, dans son ensemble, a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 112 voix contre zéro, avec 12 abstentions (voir par. 89, projet de résolution V). Les voix se sont réparties comme suit¹³ :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Algérie, Arabie saoudite, Chine, Égypte, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, Myanmar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Yémen.

W. Projet de résolution A/C.1/53/L.45

73. À la 18e séance, le 29 octobre, le représentant de la Malaisie a présenté au nom des pays suivants : Algérie, Bangladesh, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Colombie, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Fidji, Ghana, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Malaisie, Malawi, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Niger, Nigéria, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République démocratique

¹³ Les délégations bolivienne, salvadorienne, ghanéenne, jamaïcaine et philippine ont déclaré par la suite que, si elles avaient été présentes lors du vote, elles auraient voté pour le projet; la délégation de la République arabe syrienne a déclaré qu'elle avait eu l'intention de voter pour le projet.

populaire lao, Saint-Marin, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Uruguay, Viet Nam et Zimbabwe le projet de résolution A/C.1/53/L.45, intitulé «Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*», dont le Congo s'est par la suite porté coauteur.

74. À sa 27e séance, le 10 novembre, la Commission a voté sur le projet de résolution A/C.1/53/L.45 :

a) Le paragraphe 1 du dispositif a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 133 voix contre 5, avec 5 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit¹⁴ :

Ont voté pour :

Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Bulgarie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Monaco.

Se sont abstenus :

Ex-République yougoslave de Macédoine, Israël, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Turquie.

b) Le projet de résolution A/C.1/53/L.45 a été adopté dans son ensemble à l'issue d'un vote enregistré, par 100 voix contre 25, avec 23 abstentions (voir par. 89, projet de résolution W). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique,

¹⁴ Par la suite, la délégation koweïtienne a déclaré que, si elle avait été présente lors du vote, elle aurait voté en faveur du paragraphe.

Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Andorre, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Canada, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Turquie.

Se sont abstenus :

Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, Géorgie, Islande, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Norvège, Ouzbékistan, République de Corée, République de Moldova, Turkménistan.

X. Projet de résolution A/C.1/53/L.47

75. À la 21^e séance, le 2 novembre, le représentant du Myanmar a présenté, au nom des pays suivants : Algérie, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cap-Vert, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Malaisie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Philippines, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Souda, Sri Lanka, Thaïlande, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe le projet de résolution A/C.1/53/L.47, intitulé «Désarmement nucléaire» dont l'Angola, le Bhoutan, le Burundi, le Congo, la Guinée, le Malawi et la Papouasie-Nouvelle-Guinée se sont portés coauteurs par la suite.

76. À sa 23^e séance, le 4 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.1/53/L.47, à l'issue d'un vote enregistré, par 87 voix contre 40, avec 15 abstentions (voir par. 89, projet de résolution X). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Andorre, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Se sont abstenus :

Argentine, Afrique du Sud, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Chypre, Fédération de Russie, Japon, Kazakhstan, Malte, Ouzbékistan, République de Corée, Saint-Marin, Ukraine.

Y. **Projet de résolution A/C.1/53/L.48 et Rev.1**

77. À la 16e séance, le 27 octobre 1998, le représentant de l'Irlande a présenté au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Équateur, Guatemala, Îles Salomon, Irlande, Lesotho, Libéria, Malaisie, Mali, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Samoa, Slovénie, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Uruguay, et Venezuela, le projet de résolution A/C.1/53/L.48, intitulé «Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour», dont le Congo, les Fidji, le Panama et la Zambie se sont portés par la suite coauteurs.

78. À la 30e séance, le 13 novembre, le représentant de l'Irlande a présenté au nom des coauteurs, à l'exception de la Slovénie qui s'est retirée de la liste des auteurs, un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.48/Rev.1) dont le Kenya s'est porté coauteur par la suite. Le texte révisé présentait les modifications suivantes :

a) Au quatrième alinéa du préambule, les mots «à perpétuité» ont été ajoutés après les mots «peuvent être conservées»;

b) Au quatorzième alinéa du préambule, le mot «totalement» a été ajouté après le mot «éliminer» et le membre de phrase «pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires» a été ajouté à la fin du même paragraphe;

c) Au paragraphe 6, le membre de phrase «y compris la possibilité de s'engager à ne pas utiliser cette arme en premier» a été remplacé par «notamment des mesures susceptibles de renforcer la stabilité stratégique et, en conséquence, à revoir leurs doctrines stratégiques»;

d) Au paragraphe 12, après les mots «prie instamment», le mot «tous» a été supprimé.

79. À la même séance, la Commission a voté sur le projet de résolution révisé A/C.1/53/L.48/Rev.1 :

a) Le paragraphe 8 du dispositif a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 132 voix contre 3, avec 4 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit¹⁵ :

Ont voté pour :

Andorre, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh,

¹⁵ Les délégations des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie et de la France ont déclaré qu'elles ne participeraient pas aux votes sur les paragraphes pris isolément.

Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Inde, Israël, Pakistan.

Se sont abstenus :

Bhoutan, Cuba, République démocratique du Congo, Slovaquie.

b) Le paragraphe 17 du dispositif a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 130 voix contre une, avec 6 abstentions :

Ont voté pour :

Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus :

Cuba, Inde, Israël, Pakistan, République de Corée, Slovaquie.

c) Le projet de résolution révisé A/C.1/53/L.48/Rev.1, dans son ensemble, a été adopté, à l'issue d'un vote enregistré, par 97 voix contre 19, avec 32 abstentions (voir par. 89, projet de résolution Y). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Angola, Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Ghana, Guatemala, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Liechtenstein, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie.

Ont voté contre :

Arménie, Bulgarie, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Hongrie, Inde, Israël, Lettonie, Lituanie, Monaco, Pakistan, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Turquie.

Se sont abstenus :

Algérie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Belgique, Bhoutan, Canada, Chine, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Géorgie, Grèce, Îles Marshall, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Luxembourg, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Slovénie, Ukraine.

Z. Projet de résolution A/C.1/53/L.49 et Rev.1

80. À la 19e séance, le 30 octobre 1998, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté, au nom du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et de l'Ukraine, le projet de résolution A/C.1/53/L.49 intitulé «Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires et désarmement nucléaire». Les pays suivants : Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Islande, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie et Turquie se sont par la suite portés coauteurs du projet.

81. À la 28e séance, le 12 novembre, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté au nom des coauteurs, auxquels s'étaient associés la Géorgie et la Slovaquie, puis les Pays-Bas et le Portugal, un projet de résolution révisé (A/C.1/53/L.49/Rev.1) qui présentait les modifications ci-après :

a) Au paragraphe 8, après les mots «deux pays», le membre de phrase «et *prend note* de l'initiative» a été ajouté;

b) Au paragraphe 11 du dispositif, les mots «en vue de réduire leurs armements nucléaires» ont été remplacés par «en vue de réduire et d'éliminer leurs armements nucléaires dans le cadre des accords en vigueur».

82. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution révisé A/C.1/53/L.49/Rev.1, à l'issue d'un vote enregistré, par 136 voix contre zéro, avec 8 abstentions (voir par. 89, projet de résolution Z). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Guinée, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre :

Néant.

Se sont abstenus :

Cuba, Inde, Iran (République islamique d'), Liban, Pakistan, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie.

AA. Projet de résolution A/C.1/53/L.50 et Rev.1

83. À la 21^e séance, le 2 novembre 1998, l'Afrique du Sud, a présenté au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui appartiennent au Mouvement des pays non alignés, le projet de résolution A/C.1/53/L.50, intitulé «Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement», dont les Fidji se sont portées coauteurs par la suite.

84. À la 26^e séance, le 9 novembre, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté au nom des coauteurs du projet de résolution A/C.1/53/L.50 un projet révisé (A/C.1/53/L.50/Rev.1) qui présentait les modifications suivantes :

a) Le premier alinéa du préambule, qui se lisait : «*Se félicitant* de l'adoption par consensus de sa résolution 52/38 F du 9 décembre 1997 sur la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement», a été supprimé;

b) Au nouveau premier (ancien deuxième) alinéa du préambule, les mots «et 52/38 F du 9 décembre 1997» ont été ajoutés en fin de phrase;

c) Au troisième (ancien quatrième) alinéa du préambule, les mots «, la première consacrée au désarmement, et l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace» ont été remplacés par «, adopté par consensus à la première session extraordinaire consacrée au désarmement, qui contenait la Déclaration, le Programme d'action et le Mécanisme concernant le désarmement»;

d) Un nouveau quatrième alinéa, libellé comme suit, a été ajouté au préambule :

«*Ayant également à l'esprit* l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace»;

e) Le douzième alinéa du préambule qui se lisait comme suit :

«*Réaffirmant* qu'il est nécessaire de continuer de s'attacher à faire progresser le processus conduisant à la convocation de sa quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement avec la participation de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, et qu'il faudrait, lors de cette session, examiner et évaluer notamment l'application du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement », a été supprimé.

85. À sa 27^e séance, le 10 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution révisé A/C.1/53/L.50/Rev.1 sans l'avoir mis aux voix (voir par. 89, projet de résolution AA).

BB. Notification des essais nucléaires

86. Aucune proposition n'a été présentée au titre de ce sous-point.

CC. Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol : rapport du Secrétaire général

87. Aucune proposition n'a été présentée au titre de ce sous-point.

DD. Contributions à l'interdiction des mines terrestres antipersonnel

88. Aucune proposition n'a été présentée au titre de ce sous-point.

III. Recommandations de la Première Commission

89. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

Désarmement général et complet

A

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 du 9 décembre 1997,

Rappelant également les paragraphes 60, 61, 62 et 64 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale¹⁶, les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹⁷ et les paragraphes 5 et 6 de la décision intitulée «Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires» du Document final de la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation¹⁸, concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires,

Se déclarant convaincue que la création de zones exemptes d'armes nucléaires peut contribuer à parvenir au désarmement général et complet,

Soulignant l'importance des accords internationalement reconnus portant création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde et visant à renforcer le régime de non-prolifération,

Considérant que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale¹⁹, sur la base d'accords librement conclus entre les États de la région, et compte tenu des caractéristiques particulières de celle-ci, peut améliorer la sécurité des États concernés et renforcer la sécurité et la paix aux niveaux mondial et régional,

Rappelant la Déclaration d'Almaty, adoptée le 28 février 1997 par les chefs d'État des pays d'Asie centrale²⁰, et la Déclaration adoptée à Tachkent, le 15 septembre 1997, par les Ministres des affaires étrangères du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale²¹,

Accueillant favorablement le Communiqué de la Réunion consultative d'experts des pays d'Asie centrale, des États dotés d'armes nucléaires et de l'Organisation des Nations Unies, tenue à Bichkek les 9 et 10 juillet 1998²², afin de rechercher des modalités acceptables en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale,

Réaffirmant le rôle universellement reconnu de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de créer des zones exemptes d'armes nucléaires,

1. *Engage* tous les États à appuyer l'initiative visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
2. *Accueille avec satisfaction* les premières mesures concrètes qu'ont prises les États de la région en vue de jeter les bases juridiques de leur initiative;
3. *Encourage* les cinq États d'Asie centrale à poursuivre leur dialogue avec les cinq États dotés d'armes nucléaires sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;

¹⁶ Résolution S-10/2.

¹⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

¹⁸ *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I, NPT/CONF.1995/32 (Part I), annexe, décision 2.*

¹⁹ Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.

²⁰ A/52/112, annexe.

²¹ A/52/390, annexe.

²² A/53/183, annexe.

4. *Prie* le Secrétaire général d'apporter, dans les limites des ressources existantes, une assistance aux États d'Asie centrale afin d'élaborer la forme et les éléments d'un accord sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;

5. *Décide* d'examiner la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale à sa cinquante-quatrième session, au titre du point intitulé «Désarmement général et complet».

B

Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/36 H du 6 décembre 1991, 47/52 G et J du 9 décembre 1992, 48/75 H et J du 16 décembre 1993, 49/75 G du 15 décembre 1994, 50/70 H du 12 décembre 1995, 51/45 L du 10 décembre 1996 et 52/38 C du 9 décembre 1997,

Considérant que la circulation illicite de quantités massives d'armes légères dans le monde constitue un frein au développement et un facteur aggravant d'insécurité,

Considérant également que le transfert international illicite d'armes légères et leur accumulation dans de nombreux pays constituent une menace pour les populations et pour la sécurité nationale et régionale et un facteur de déstabilisation des États,

Se fondant sur la déclaration du Secrétaire général se rapportant à la demande du Mali relative à une assistance de l'Organisation des Nations Unies pour la collecte des armes légères,

Profondément préoccupée par l'ampleur du phénomène d'insécurité et de banditisme lié à la circulation illicite des armes légères au Mali et dans les autres États concernés de la sous-région sahélo-saharienne,

Prenant note des premières conclusions des missions consultatives des Nations Unies dépêchées dans les pays concernés de la sous-région par le Secrétaire général en vue d'étudier la manière la plus appropriée d'arrêter la circulation illicite des armes légères et d'en assurer la collecte,

Prenant note également de l'intérêt manifesté par d'autres États de la sous-région désireux de recevoir une mission consultative des Nations Unies,

Notant les actions entreprises et celles recommandées au cours des rencontres des États de la sous-région, tenues à Banjul, Alger, Bamako, Yamoussoukro et Niamey, pour l'instauration d'une coopération régionale étroite visant à renforcer la sécurité,

Tenant compte du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique²³,

Se félicitant de l'initiative prise par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest relative à la déclaration d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères en Afrique de l'Ouest,

²³ A/52/871-S/1998/318.

Se félicitant de la décision du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine, à sa soixante-huitième session ordinaire, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998, relative à la prolifération des armes légères et de petit calibre²⁴,

Prenant note avec intérêt des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, notamment les recommandations figurant aux alinéas a) et g) du paragraphe 79 de son rapport²⁵,

Soulignant la nécessité de faire progresser les efforts en vue d'une plus grande coopération et d'une meilleure coordination dans la lutte contre l'accumulation, la prolifération et l'utilisation massive d'armes légères, notamment à travers la conception commune émanant de la Réunion d'Oslo sur les armes légères, tenue les 13 et 14 juillet 1998 et l'Appel à l'action de Bruxelles adopté par la Conférence internationale sur un «Désarmement durable pour un développement durable», tenue à Bruxelles les 12 et 13 octobre 1998,

1. *Se félicite* de l'initiative prise par le Mali concernant la question de la circulation illicite et de la collecte des armes légères dans les États concernés de la sous-région sahélo-saharienne;

2. *Se félicite* de la déclaration de moratoire adoptée à Abuja, le 30 octobre 1998 sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et engage la communauté internationale à apporter son appui à la mise en oeuvre de ce moratoire;

3. *Se félicite également* de l'action entreprise par le Secrétaire général dans la mise en oeuvre de cette initiative, dans le cadre de la résolution 40/151 H du 16 décembre 1985;

4. *Remercie* les gouvernements concernés de la sous-région de l'appui important apporté aux missions consultatives des Nations Unies, et se félicite que d'autres États se soient déclarés disposés à accueillir la mission consultative;

5. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre ses efforts, dans le cadre de la mise en oeuvre de la résolution 49/75 G et des recommandations des missions consultatives des Nations Unies, pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères dans les États concernés qui en feraient la demande, avec l'appui du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, et en étroite collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine;

6. *Note* que, dans ses efforts pour mettre fin au mouvement des armes légères qui affluent au Mali et dans la sous-région sahélo-saharienne, le Gouvernement malien a procédé, lors de la cérémonie de la «Flamme de la paix» organisée à Tombouctou (Mali) le 27 mars 1996, à la destruction de milliers d'armes légères remises par les anciens combattants des mouvements armés du nord du Mali;

7. *Encourage* la mise sur pied dans les pays de la sous-région sahélo-saharienne de commissions nationales contre la prolifération des armes légères et invite la communauté internationale à apporter son appui autant que possible au bon fonctionnement des commissions nationales là où elles existent;

8. *Prend note* des conclusions de la consultation ministérielle concernant la proposition d'un moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication d'armes légères dans la région, tenue à Bamako le 26 mars 1997, et encourage les États concernés à poursuivre leurs concertations sur la question;

²⁴ Voir A/53/179, annexe I.

²⁵ A/52/298, annexe.

9. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'examen de la question et de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères».

C

Interdiction de déverser des déchets radioactifs

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit les résolutions CM/Res.1153 (XLVIII) et CM/Res.1225 (L) sur le déversement des déchets nucléaires et industriels en Afrique, adoptées respectivement en 1988²⁶ et 1989²⁷ par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine,

Accueillant avec satisfaction la résolution GC(XXXIV)/RES/530 établissant le Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, adoptée le 21 septembre 1990 par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique lors de sa trente-quatrième session ordinaire²⁸,

Accueillant également avec satisfaction la résolution GC(XXXVIII)/RES/6 que la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique a adoptée le 23 septembre 1994 à sa trente-huitième session ordinaire²⁹, dans laquelle elle invite le Conseil des gouverneurs et le Directeur général de l'Agence à entreprendre la préparation d'une convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, et notant les progrès faits à cet égard,

Notant que les participants au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires, tenu à Moscou les 19 et 20 avril 1996, se sont engagés à interdire le déversement de déchets radioactifs en mer³⁰,

Considérant sa résolution 2602 C (XXIV) du 16 décembre 1969, dans laquelle elle a invité la Conférence du Comité du désarmement³¹ à examiner, notamment, des méthodes efficaces de lutte contre le recours, aux fins de guerre, à des moyens radiologiques,

Rappelant la résolution CM/Res.1356 (LIV) adoptée en 1991 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine³² et consacrée à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets produits en Afrique,

²⁶ Voir A/43/398, annexe I.

²⁷ Voir A/44/603, annexe I.

²⁸ Voir Agence internationale de l'énergie atomique, *Résolutions et autres décisions de la Conférence générale, trente-quatrième session ordinaire*, 17-21 septembre 1990 [GC(XXXIV)/RESOLUTIONS (1990)].

²⁹ Ibid., *trente-huitième session ordinaire*, 19-23 septembre 1994 [GC(XXXVIII)/RES/ DEC (1994)].

³⁰ A/51/131, annexe I, par. 20.

³¹ La Conférence du Comité du désarmement est devenue le Comité du désarmement à compter de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le Comité du désarmement est devenu la Conférence du désarmement le 7 février 1984.

³² Voir A/46/390, annexe I.

Consciente des dangers que présente tout emploi de déchets radioactifs qui constituerait un acte de guerre radiologique ainsi que de ses incidences sur la sécurité régionale et internationale et, en particulier, sur la sécurité des pays en développement,

Rappelant toutes les résolutions qu'elle a adoptées sur la question depuis sa quarante-troisième session en 1988, notamment sa résolution 51/45 J du 10 décembre 1996,

Désireuse d'encourager l'application du paragraphe 76 du Document final de sa dixième session extraordinaire³³, la première consacrée au désarmement,

1. *Prend acte* de la partie du rapport de la Conférence du désarmement consacrée à une future convention interdisant les armes radiologiques³⁴;

2. *Se déclare profondément préoccupée* par tout emploi de déchets nucléaires qui constituerait un acte de guerre radiologique et aurait de graves incidences sur la sécurité nationale de tous les États;

3. *Engage* tous les États à prendre les mesures voulues pour empêcher tout déversement de déchets nucléaires ou radioactifs qui porterait atteinte à la souveraineté nationale;

4. *Prie* la Conférence du désarmement d'examiner, à l'occasion des négociations sur une convention interdisant les armes radiologiques, la question des déchets radioactifs comme entrant dans le cadre de cette convention;

5. *Prie également* la Conférence du désarmement de redoubler d'efforts en vue de conclure sans tarder une telle convention et de l'informer du déroulement des négociations sur la question dans le rapport qu'elle lui présentera à sa cinquante-quatrième session;

6. *Prend note* de la résolution CM/Res.1356 (LIV), adoptée en 1991 par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine et consacrée à la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets produits en Afrique;

7. *Exprime l'espoir* que l'application effective du Code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique assurera à tous les États une meilleure protection contre le déversement de déchets radioactifs sur leur territoire;

8. *Se félicite* que la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs ait été adoptée à Vienne le 5 septembre 1997, comme l'avaient recommandé les participants au Sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires tenu à Moscou les 19 et 20 avril 1996, et qu'elle ait été signée par un certain nombre d'États à partir du 29 septembre 1997, et lance un appel à tous les États pour qu'ils signent et, ultérieurement, ratifient, acceptent ou approuvent cet instrument, afin qu'il puisse entrer en vigueur dès que possible;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Interdiction de déverser des déchets radioactifs».

D

³³ Résolution S-10/2.

³⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 27 (A/53/27), chap. III.E.

Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant également la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies³⁵,

Se félicitant que la Mongolie ait décidé de déclarer son territoire zone exempte d'armes nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des déclarations faites individuellement par les États dotés de l'arme nucléaire après que la Mongolie eut déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires,

Ayant présent à l'esprit le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998³⁶, dans lequel la Conférence a accueilli avec satisfaction et appuyé la politique de la Mongolie visant à institutionnaliser son statut d'État exempt d'armes nucléaires,

Constatant que le statut d'État exempt d'armes nucléaires est l'un des moyens d'assurer la sécurité nationale des États,

Ayant présente à l'esprit sa résolution 49/31 du 9 décembre 1994 relative à la protection et à la sécurité des petits États,

Se félicitant du rôle actif et concret joué par la Mongolie pour ce qui est d'établir des relations pacifiques amicales et mutuellement avantageuses avec les États de la région et autres États,

Convaincue que le statut internationalement reconnu de la Mongolie aidera à renforcer la stabilité et la confiance dans la région, ainsi qu'à promouvoir la sécurité de la Mongolie en consolidant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, l'inviolabilité de ses frontières et la préservation de son équilibre écologique,

1. *Se félicite* que la Mongolie ait déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires;

2. *Approuve et appuie* les relations équilibrées et de bon voisinage entretenues par la Mongolie avec ses voisins, ce qui constitue un élément important pour le renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité de la région;

3. *Invite* les États Membres, y compris les cinq États dotés de l'arme nucléaire, à coopérer avec la Mongolie en vue de prendre les mesures nécessaires pour consolider et renforcer l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Mongolie, l'inviolabilité de ses frontières, sa sécurité économique, son équilibre écologique et son statut d'État exempt d'armes nucléaires, ainsi que l'indépendance de sa politique étrangère;

4. *Demande* aux États membres de la région de l'Asie et du Pacifique d'appuyer les efforts menés par la Mongolie pour adhérer aux arrangements régionaux appropriés touchant la sécurité et l'économie;

³⁵ Résolution 2625 (XXV), annexe.

³⁶ A/53/667-S/1998/1071, annexe I.

5. *Prie* le Secrétaire général et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies d'apporter l'aide voulue à la Mongolie, dans la limite des ressources existantes, pour lui permettre de prendre les mesures nécessaires visées au paragraphe 3 ci-dessus;

6. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution à sa cinquante-cinquième session;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session la question intitulée «Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie».

E

Armes légères

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 J du 9 décembre 1997,

Convaincue de la nécessité d'une approche globale en vue de promouvoir, aux niveaux mondial et régional, la limitation et la réduction des armes légères d'une manière équilibrée et non discriminatoire, de façon à contribuer à la paix et à la sécurité internationales,

Réaffirmant le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui implique que les États ont également le droit d'acquérir des armes pour se défendre,

Réaffirmant également le droit à l'autodétermination de tous les peuples, en particulier les peuples sous domination coloniale ou autres formes de domination ou d'occupation étrangères, et l'importance d'assurer l'exercice effectif de ce droit, tel qu'il est énoncé, entre autres, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993³⁷,

Réaffirmant en outre qu'il faut d'urgence parvenir à un désarmement concret, s'inscrivant dans le contexte des conflits dont s'occupe l'Organisation des Nations Unies et dans celui des armes qui font des centaines de milliers de morts,

Demandant à nouveau aux États Membres d'appliquer, dans toute la mesure possible et le cas échéant en coopération avec les organisations internationales et régionales compétentes ou au moyen d'une coopération internationale et régionale entre les services de police, de renseignements, de douane et de contrôle aux frontières, les recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur les armes légères, qui a été établi avec l'aide du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes de petit calibre³⁸,

Priant à nouveau le Secrétaire général d'appliquer les recommandations qui le concernent, dans les limites des ressources financières disponibles et en coopération avec les organisations internationales et régionales compétentes, et encourageant à nouveau les États Membres et le Secrétaire général à donner suite aux recommandations concernant les situations après les conflits, y compris la démobilisation des ex-combattants et l'élimination et la destruction des armes,

Notant que le Secrétaire général, avec l'assistance d'un groupe d'experts gouvernementaux désignés par lui conformément au principe de la représentation géographique équitable, prépare à l'intention de l'Assemblée générale à sa cinquante-quatrième session un rapport

³⁷ A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

³⁸ A/52/298, annexe.

a) sur les progrès réalisés dans l'application des recommandations contenues dans son rapport sur les armes légères³⁸, auxquelles elle a souscrit dans sa recommandation 52/38 J, et b) sur les mesures ultérieures recommandées,

Prenant note de la première réunion du groupe d'experts techniques nommés par le Secrétaire général pour étudier sous tous leurs aspects les problèmes concernant les munitions et les explosifs,

Prenant également note des réponses reçues à ce jour des États Membres, auxquels le Secrétaire général avait demandé de présenter des observations sur son rapport concernant les armes légères et sur les mesures prises pour en appliquer les recommandations, en particulier la recommandation relative à la convocation d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects,

Prenant note avec intérêt des travaux en cours visant à élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée ainsi qu'un protocole pour lutter contre la fabrication illicite et le trafic des armes à feu et de leurs pièces, éléments et munitions, dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que des travaux connexes de la Commission et du Centre international pour la prévention de la criminalité, au Secrétariat,

Soulignant qu'il importe de renforcer la coordination entre les organes compétents des Nations Unies, ainsi qu'au sein du Secrétariat de l'Organisation, en ce qui concerne les questions relatives aux armes légères et notamment la fabrication illicite et le trafic de ces armes, et se félicitant à cet égard que le Secrétaire général ait décidé de créer un mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères,

1. *Décide* de convoquer une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects, au plus tard en 2001;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport contenant ses recommandations, qui devrait lui être soumis à sa cinquante-quatrième session afin qu'elle puisse prendre alors une décision sur les objectifs, la portée, l'ordre du jour, la date, le lieu et le comité préparatoire d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects;

3. *Prie également* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le rapport demandé au paragraphe 2 de la présente résolution :

a) De consulter tous les États Membres sur les objectifs, la portée, l'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects, ainsi que sur la préparation de cette conférence, et de prendre en considération leurs vues ainsi que celles qu'ils ont déjà exprimées en réponse à la demande adressée par le Secrétaire général conformément au paragraphe 4 de la résolution 52/38 J;

b) De tenir compte de son rapport sur les armes légères³⁸, ainsi que des recommandations pertinentes figurant dans son rapport établi avec l'aide du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, qui sera présenté à l'Assemblée générale conformément au paragraphe 5 de la résolution 52/38 J;

4. *Se félicite* de l'offre qu'a faite le Gouvernement suisse d'accueillir à Genève, au plus tard en 2001, une conférence internationale sur le commerce illicite des armes sous tous ses aspects;

5. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre dès que possible, dans les limites des ressources financières disponibles et avec tout autre concours fourni par les États Membres en mesure de le faire, afin d'aider à prévenir le trafic et la circulation illicite des armes légères,

une étude sur la possibilité de limiter le droit de fabriquer ces armes et d'en faire le commerce aux seuls fabricants et marchands agréés par les États;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Armes légères».

F

Réduction du danger nucléaire

L'Assemblée générale,

Considérant que l'emploi des armes nucléaires constitue la menace la plus grave pour l'humanité et la survie de la civilisation,

Réaffirmant que tout emploi ou toute menace des armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies,

Convaincue que la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects aggraverait considérablement le danger de guerre nucléaire,

Convaincue que le désarmement nucléaire et l'élimination totale des armes nucléaires sont indispensables pour supprimer le danger de guerre nucléaire,

Considérant que, tant qu'il y aura encore des armes nucléaires, il est impératif que les États qui en sont dotés prennent des mesures pour assurer les États qui n'en possèdent pas contre leur emploi ou leur menace,

Considérant aussi que le système d'alerte instantanée aux armes nucléaires comporte des risques inacceptables d'emploi involontaire ou accidentel des armes nucléaires, qui aurait des conséquences catastrophiques pour l'humanité tout entière,

Sachant que les États dotés de l'arme nucléaire ont pris des mesures de portée limitée concernant le dépointage pour répondre à cette préoccupation et qu'il est nécessaire que d'autres mesures soient prises pour favoriser l'instauration d'un climat international plus propice à des négociations conduisant à l'élimination des armes nucléaires,

Consciente du fait que la réduction des tensions qu'engendrerait une modification des doctrines nucléaires aurait un effet favorable sur la paix et la sécurité internationales et favoriserait l'instauration des conditions requises pour une nouvelle réduction des armes nucléaires et leur élimination,

Soulignant de nouveau le rang de priorité élevé qu'elle a accordé au désarmement nucléaire dans le Document final de sa dixième session extraordinaire³⁹ et que la communauté internationale a de même assigné à cette question,

Rappelant que, dans son avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, la Cour internationale de Justice a réaffirmé que tous les États avaient l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace⁴⁰,

1. *Demande* que les doctrines nucléaires soient réexaminées et, dans ce contexte, que des mesures soient prises immédiatement à titre prioritaire pour réduire les risques d'emploi involontaire ou accidentel des armes nucléaires;

³⁹ Résolution S-10/2.

⁴⁰ Voir A/51/218, annexe.

2. *Prie* les cinq États dotés de l'arme nucléaire d'adopter des mesures en vue de donner suite au paragraphe 1 de la présente résolution;
3. *Demande également* aux États Membres de prendre les mesures voulues pour empêcher la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et pour favoriser le désarmement nucléaire, l'objectif final étant l'élimination des armes nucléaires;
4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Réduction du danger nucléaire».

G

Essais nucléaires

L'Assemblée générale,

Réaffirmant que l'arrêt de tous les essais nucléaires contribuera à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire conduisant à l'objectif ultime de l'élimination complète des armes nucléaires et, par conséquent, au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant aussi son appui au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'importance cruciale que revêtent ces instruments pour le régime international de non-prolifération et la poursuite du désarmement nucléaire, dont ils constituent le fondement,

Convaincue que tous les États qui ne l'ont pas encore fait devraient appliquer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sans délai et sans conditions,

Partageant les inquiétudes exprimées aux niveaux international, régional et national à la suite des essais nucléaires récemment réalisés,

Rappelant la résolution 1172 (1998) du Conseil de sécurité adoptée à l'unanimité le 6 juin 1998,

1. *Se déclare* profondément préoccupée par les essais nucléaires effectués en Asie du Sud et les déplore vivement;
2. *Note* que les États concernés ont déclaré un moratoire sur de nouveaux essais et ont annoncé qu'ils étaient disposés à s'engager en droit à ne pas procéder à d'autres essais nucléaires, et réaffirme qu'ils doivent donner un caractère juridique à cet engagement en signant et en ratifiant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

H

Désarmement régional

L'Assemblée générale,

Consciente que la création de zones internationalement reconnues exemptes d'armes nucléaires, compte dûment tenu des particularités de chaque région et sur la base d'arrangements librement conclus par les États de la région concernée, peut jouer un rôle important dans la promotion de la paix et de la sécurité régionales et mondiales,

Se félicitant des Traités de Tlatelolco⁴¹, Rarotonga⁴², Bangkok⁴³ et Pelindaba⁴⁴, ainsi que de la Déclaration d'Almaty⁴⁵ sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires et des initiatives analogues prises dans les différentes régions, conformément aux principes établis,

Prenant note de la résolution souveraine des États d'Europe centrale et orientale de contribuer à la nouvelle architecture de sécurité européenne, fondée notamment sur les principes de bon voisinage ainsi que de coopération avec les structures euro-atlantiques et d'adhésion à celles-ci, et d'en tirer profit,

Se félicitant que, par suite des événements historiques des dernières années qui ont renforcé le climat de confiance, de respect mutuel et de partenariat entre États européens, les armes nucléaires se trouvant sur le territoire du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine en aient été retirées, et qu'il n'y ait pas actuellement d'armes nucléaires stationnées sur le territoire des États d'Europe centrale et orientale,

Prenant note de la déclaration faite le 10 décembre 1996 à l'issue de la Réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord et confirmée par les chefs d'État ou de gouvernement des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dans l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la Fédération de Russie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord⁴⁶ signé à Paris le 27 mai 1997, aux termes duquel les pays membres de cette organisation n'ont pas l'intention, ne prévoient pas et n'ont pas de raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire de nouveaux membres,

Saluant les efforts visant à renforcer la stabilité et la sécurité en Europe centrale et orientale grâce à une nouvelle architecture de sécurité régionale fondée sur la coopération et les valeurs communes et sans créer de nouvelles divisions,

1. *Engage instamment* tous les États intéressés à s'efforcer de continuer à faire en sorte qu'il soit possible de ne pas avoir l'intention, de ne pas prévoir et de ne pas avoir de raison de déployer des armes nucléaires sur le territoire des États de la région d'Europe centrale et orientale qui n'en sont pas dotés;

2. *Demande* à tous les États d'Europe centrale et orientale et aux autres États intéressés de continuer à respecter les obligations que les accords multilatéraux et bilatéraux en vigueur leur imposent en matière de non-prolifération des armes nucléaires;

3. *Décide* d'examiner l'application de la présente résolution à sa cinquante-cinquième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Désarmement général et complet».

⁴¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 634, No 9068.

⁴² Voir l'*Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 10 : 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.IX.7), appendice VII.

⁴³ Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est.

⁴⁴ A/50/426, annexe.

⁴⁵ A/52/112, annexe.

⁴⁶ A/52/161-S/1997/413, appendice.

I

Décision de la Conférence du désarmement de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/75 L du 16 décembre 1993,

Convaincue qu'un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires contribuerait beaucoup à la non-prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects,

Prenant acte du rapport de la Conférence du désarmement⁴⁷, dans lequel il est notamment fait observer que toute décision prise en la matière ne préjugera d'aucune décision touchant l'établissement d'autres organes subsidiaires au titre du point 1 de l'ordre du jour, et que des consultations intensives auront lieu afin de permettre aux membres de la Conférence du désarmement de faire connaître leurs vues sur les méthodes de travail et les modalités à adopter en ce qui concerne le point 1 de l'ordre du jour, compte tenu de toutes les propositions et vues sur ce point,

1. *Se félicite* de la décision prise par la Conférence du désarmement⁴⁸ de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial⁴⁹ et du mandat y figurant, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

2. *Note avec satisfaction* que ce comité spécial a déjà entamé la première étape des négociations de fond;

3. *Encourage* la Conférence du désarmement à rétablir son comité spécial au début de la session de 1999.

J

Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 50/70 M du 12 décembre 1995, 51/45 E du 10 décembre 1996 et 52/38 E du 9 décembre 1997,

⁴⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 27 (A/53/27).

⁴⁸ Voir *ibid.*, par. 10.

⁴⁹ CD/1299.

Soulignant qu'il importe de respecter les normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de limitation des armements,

Considérant que les accords adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ainsi que les accords pertinents adoptés précédemment, doivent être dûment pris en considération lors de l'élaboration et de l'application des accords de désarmement et de limitation des armements,

Consciente que l'emploi des armes nucléaires a des effets préjudiciables sur l'environnement,

1. *Réaffirme* sa résolution 52/38 E du 9 décembre 1997 sous tous ses aspects;
2. *Réaffirme également* que les instances internationales s'occupant du désarmement doivent tenir compte des normes pertinentes relatives à l'environnement lorsqu'elles négocient des traités et des accords de désarmement et de limitation des armements et que tous les États doivent contribuer pleinement, par leurs actions, à assurer le respect de ces normes dans l'application des traités et des conventions auxquels ils sont parties;
3. *Demande* aux États d'adopter des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales qui puissent contribuer à assurer l'application des progrès scientifiques et techniques dans le cadre de la sécurité internationale, du désarmement et autres domaines connexes, sans porter atteinte à l'environnement ou à son apport efficace à la réalisation du développement durable;
4. *Prend note avec satisfaction* des informations communiquées par les États Membres sur l'application des mesures qu'ils ont prises pour promouvoir les objectifs envisagés dans la présente résolution⁵⁰;
5. *Invite* tous les États Membres à communiquer au Secrétaire général des informations sur les mesures qu'ils ont adoptées pour promouvoir les objectifs envisagés dans la présente résolution, et demande au Secrétaire général de lui soumettre un rapport contenant ces informations à sa cinquante-quatrième session;
6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements».

K

Relation entre le désarmement et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions du Document final de sa dixième session extraordinaire⁵¹ concernant la relation entre le désarmement et le développement,

Rappelant également l'adoption, le 11 septembre 1987, du Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵²,

Rappelant en outre ses résolutions 49/75 J du 15 décembre 1994, 50/70 G du 12 décembre 1995, 51/45 D du 10 décembre 1996 et 52/38 D du 9 décembre 1997,

⁵⁰ A/53/158 et Add.1 et 2.

⁵¹ Résolution S-10/2.

⁵² Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8.

Ayant à l'esprit le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998⁵³,

Soulignant l'importance croissante que revêt la relation symbiotique entre le désarmement et le développement dans les relations internationales contemporaines,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général⁵⁴ et des mesures prises conformément au Document final de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵²;

2. *Invite instamment* la communauté internationale à consacrer au développement économique et social une partie des ressources obtenues grâce à la mise en oeuvre d'accords de désarmement et de limitation des armements afin de réduire l'écart toujours croissant entre pays développés et pays en développement;

3. *Invite* tous les États Membres à communiquer au Secrétaire général, d'ici au 15 avril 1999, leurs vues et propositions concernant l'application du Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement⁵⁵ ainsi que toutes autres vues et propositions concernant la réalisation des objectifs du Programme d'action, dans le contexte des relations internationales contemporaines;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre, par l'intermédiaire des organes compétents et dans les limites des ressources disponibles, des mesures en vue de l'application du Programme d'action adopté par la Conférence internationale;

5. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter un rapport à sa cinquante-quatrième session;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Relation entre le désarmement et le développement».

L

Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions précédentes sur la question, en particulier sa résolution 51/45 P du 10 décembre 1996,

Résolue à agir de manière à progresser réellement vers un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Rappelant que la communauté internationale est résolue de longue date à parvenir à l'interdiction effective de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et biologiques, et qu'elle a toujours appuyé les mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925⁵⁶, comme l'attestent de nombreuses résolutions précédentes adoptées par consensus,

⁵³ A/53/667-S/1998/1071.

⁵⁴ A/53/206.

⁵⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.IX.8, par. 35.

⁵⁶ Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV (1929), No 2138.

Se félicitant de la fin de la guerre froide ainsi que de l'apaisement de la tension internationale et du renforcement de la confiance entre les États qui en ont résulté,

Se félicitant également que certains États parties aient pris l'initiative de retirer leurs réserves au Protocole de Genève de 1925;

1. *Demande de nouveau* à tous les États de se conformer strictement aux principes et objectifs du Protocole de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques signé à Genève le 17 juin 1925⁵⁶, et réaffirme qu'il est vital de donner effet à ses dispositions;

2. *Engage* les États qui maintiennent leurs réserves au Protocole de Genève de 1925 à les retirer;

3. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

M

Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/45 N du 10 décembre 1996 et 52/38 G du 9 décembre 1997,

Convaincue qu'une approche globale et intégrée à l'égard de certaines mesures concrètes de désarmement, notamment la maîtrise des armements, particulièrement en ce qui concerne les armes légères, les mesures de confiance, la démobilisation et la réinsertion des ex-combattants, le déminage et la reconversion, est souvent une condition nécessaire au maintien et à la consolidation de la paix et de la sécurité et constitue ainsi la base de tout processus effectif de relèvement et de développement économique et social dans les régions touchées par un conflit,

Constatant avec satisfaction que la communauté internationale est plus que jamais sensible à l'importance de ces mesures concrètes de désarmement, notamment pour la lutte contre les problèmes de plus en plus graves dus à l'accumulation et à la prolifération excessives et déstabilisantes d'armes légères qui constituent une menace à la paix et à la sécurité et limitent les perspectives de développement économique dans de nombreuses régions, en particulier après les conflits,

Soulignant qu'il faudra poursuivre les efforts pour mettre au point et appliquer effectivement des programmes de désarmement concret dans les régions touchées,

Rappelant les délibérations de la Commission du désarmement concernant les «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» et le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères qui est à prendre en considération dans le contexte de la présente résolution et des travaux actuellement menés par la Commission du désarmement,

1. *Souligne* l'intérêt particulier des délibérations menées durant la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement concernant les «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale», qui constituent une

base utile pour la poursuite des travaux, et encourage la Commission du désarmement à poursuivre son action en vue de l'adoption de ces Directives en 1999;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement, daté du 19 août 1997 et présenté en application de la résolution 51/45 N, et encourage de nouveau les États Membres ainsi que les arrangements et organismes régionaux à fournir leur appui en vue de l'application des recommandations qui y sont formulées;

3. *Invite* le groupe des États intéressés créé à New York en mars 1998 à continuer d'analyser les enseignements tirés de projets antérieurs en matière de désarmement et de consolidation de la paix et à promouvoir de nouvelles mesures concrètes de désarmement en vue de consolider la paix, en particulier celles qu'ont prises ou élaborées les États touchés eux-mêmes;

4. *Encourage* les États Membres, y compris le groupe des États intéressés, à apporter leur appui au Secrétaire général en faisant droit aux requêtes présentées par les États Membres concernant le rassemblement et la destruction des armes légères au lendemain des conflits;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session une question intitulée «Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement».

N

Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 52/38 A du 9 décembre 1997,

Réaffirmant qu'elle est déterminée à faire cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par les mines antipersonnel qui tuent ou mutilent chaque semaine des centaines de personnes, pour la plupart des civils non armés et en particulier des enfants, font obstacle au développement économique et à la reconstruction, entravent le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et ont d'autres conséquences graves longtemps après avoir été posées,

Convaincue qu'il est nécessaire de tout faire pour contribuer de manière efficace et coordonnée à relever le défi que représente l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde et pour veiller à leur destruction,

Désireuse de n'épargner aucun effort en vue d'apporter une assistance pour les soins et la réadaptation des victimes des mines, y compris leur réinsertion sociale et économique,

Rappelant la conclusion à Oslo, le 18 septembre 1997, des négociations concernant la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction⁵⁷ et l'ouverture de la Convention à la signature à Ottawa, les 3 et 4 décembre 1997, et ensuite au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'à son entrée en vigueur,

Se félicitant que la Convention ait été signée depuis lors par de nouveaux États, qu'elle ait été ratifiée sans tarder par de nombreux signataires et que la quarantième ratification ait

⁵⁷ Voir CD/1478.

été rapidement acquise, le 16 septembre 1998, lui permettant ainsi, conformément aux dispositions de son article 17, d'entrer en vigueur le 1er mars 1999,

Soulignant qu'il est souhaitable de susciter l'adhésion de tous les États à la Convention et déterminée à s'employer énergiquement à promouvoir son universalisation,

1. *Invite* tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer la Convention sur l'interdiction de l'utilisation, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction⁵⁷, ou, après son entrée en vigueur, à y adhérer;

2. *Demande instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention sans retard après l'avoir signée;

3. *Demande de nouveau* à tous les États de contribuer à la mise en oeuvre intégrale et à l'application efficace de la Convention afin d'accomplir des progrès en ce qui concerne les soins aux victimes des mines, leur réadaptation et leur réinsertion sociale et économique, les programmes de sensibilisation aux dangers des mines et l'enlèvement des mines antipersonnel disséminées dans le monde, et de veiller à leur destruction;

4. *Sait gré* au Gouvernement du Mozambique de son offre généreuse d'accueillir la première réunion des États parties;

5. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 de la Convention, aux préparatifs nécessaires pour convoquer la première réunion des États parties à Maputo dans la semaine du 3 mai 1999;

6. *Invite* tous les États parties à la première réunion des États parties et, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 11 de la Convention, les États qui n'y sont pas parties ainsi que l'Organisation des Nations Unies, les autres organisations ou institutions internationales et régionales intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales compétentes à assister à cette réunion en qualité d'observateurs, conformément au Règlement intérieur convenu.

O

Désarmement régional

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/58 P du 4 décembre 1990, 46/36 I du 6 décembre 1991, 47/52 J du 9 décembre 1992, 48/75 I du 16 décembre 1993, 49/75 N du 15 décembre 1994, 50/70 K du 12 décembre 1995, 51/45 K du 10 décembre 1996 et 52/38 P du 9 décembre 1997 sur le désarmement régional,

Convaincue que les efforts faits par la communauté internationale pour se rapprocher de l'idéal qu'est le désarmement général et complet procèdent du désir inhérent à l'humanité de connaître une paix et une sécurité authentiques, d'éliminer le danger de guerre et de libérer des ressources économiques, intellectuelles et autres pour des fins pacifiques,

Affirmant que tous les États ont le devoir solennel de respecter, dans la conduite de leurs relations internationales, les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant qu'elle a adopté à sa dixième session extraordinaire des principes directeurs essentiels pour progresser sur la voie du désarmement général et complet⁵⁸,

⁵⁸ Résolution S-10/2.

Prenant note des directives et des recommandations concernant des approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale que la Commission du désarmement a adoptées lors de sa session de fond de 1993⁵⁹,

Constatant avec satisfaction que les négociations entre les deux superpuissances ont ouvert ces dernières années des perspectives de progrès véritable dans le domaine du désarmement,

Prenant note des récentes propositions relatives au désarmement faites aux niveaux régional et sous-régional,

Sachant combien les mesures de confiance sont importantes pour la paix et la sécurité régionales et internationales,

Convaincue qu'en oeuvrant pour le désarmement régional compte tenu des particularités de chaque région et conformément au principe d'une sécurité non diminuée au niveau d'armements le plus bas, les pays renforceraient la sécurité de tous les États et contribueraient ainsi à la paix et à la sécurité internationales en réduisant le risque de conflits régionaux,

1. *Souligne* que des efforts soutenus sont nécessaires, à la Conférence du désarmement et sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, pour faire progresser l'ensemble des questions de désarmement;

2. *Affirme* que le désarmement mondial et le désarmement régional sont complémentaires et qu'il faut donc les mener de front dans l'intérêt de la paix et de la sécurité régionales et internationales;

3. *Invite* les États à conclure, chaque fois qu'ils le pourront, des accords sur la non-prolifération des armes nucléaires, le désarmement et les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional;

4. *Accueille avec satisfaction* les initiatives que certains pays ont prises aux niveaux régional et sous-régional en faveur du désarmement, de la non-prolifération des armes nucléaires et de la sécurité;

5. *Soutient et encourage* les efforts visant à promouvoir des mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions régionales et de faire progresser à ces deux niveaux le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Désarmement régional».

P

Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 48/75 J du 16 décembre 1993, 49/75 O du 15 décembre 1994, 50/70 L du 12 décembre 1995, 51/45 Q du 10 décembre 1996 et 52/38 Q du 9 décembre 1997,

Sachant combien est décisif le rôle que la maîtrise des armements joue dans la promotion de la paix et de la sécurité régionales et internationales,

⁵⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 42 (A/48/42), annexe II.

Convaincue que c'est aux niveaux régional et sous-régional que la maîtrise des armes classiques doit principalement être assurée, étant donné que la plupart des menaces pesant sur la paix et la sécurité en cette période d'après guerre froide interviennent entre États de la même région ou sous-région,

Consciente que le maintien de l'équilibre dans les capacités de défense des États au niveau d'armements le plus bas contribuerait à la paix et à la stabilité et devrait constituer l'un des principaux objectifs de la maîtrise des armes classiques,

Désireuse de promouvoir des accords visant à renforcer la paix et la sécurité régionales au niveau d'armements et de forces militaires le plus bas possible,

Notant avec un intérêt particulier les initiatives prises à cet égard dans différentes régions du monde, notamment l'ouverture de consultations entre plusieurs pays d'Amérique latine et les propositions faites dans le contexte de l'Asie du Sud en vue de la maîtrise des armes classiques, et reconnaissant la pertinence et l'utilité, dans cette optique, du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe⁶⁰, qui est une pierre angulaire de la sécurité en Europe,

Estimant que les États militairement importants et ceux qui sont dotés de vastes capacités militaires ont une responsabilité spéciale à assumer dans la promotion de tels accords de sécurité régionale,

Estimant également que la maîtrise des armes classiques dans les zones de tension devrait avoir pour grand objectif de prévenir la possibilité d'attaques militaires lancées par surprise et d'éviter l'agression,

1. *Décide* de procéder d'urgence à l'examen des questions que pose la maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
2. *Prie* la Conférence du désarmement, pour commencer, d'envisager de dégager les principes qui pourraient servir de cadre aux accords régionaux sur la maîtrise des armes classiques, et attend avec intérêt un rapport de la Conférence sur la question;
3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Maîtrise des armes classiques aux niveau régional et sous-régional».

Q

Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 51/45 B du 10 décembre 1996 et 52/38 N du 9 décembre 1997,

Déterminée à continuer de contribuer à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects et au désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace, en particulier en ce qui concerne les armes nucléaires et autres armes de destruction massive, en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales conformément aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant les dispositions sur les zones exemptes d'armes nucléaires que contenait le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale⁶¹, la première

⁶⁰ CD/1064.

⁶¹ Résolution S-10/2.

consacrée au désarmement, ainsi que la décision concernant les principes et les objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires prise par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation⁶²,

Soulignant l'importance des Traités de Tlatelolco⁶³, de Rarotonga⁶⁴, de Bangkok⁶⁵ et de Pelindaba⁶⁶, portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que du Traité sur l'Antarctique⁶⁷, notamment pour atteindre l'objectif ultime d'un monde entièrement exempt d'armes nucléaires, et soulignant également l'intérêt d'une coopération accrue entre les membres des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires au moyen de mécanismes tels que des réunions conjointes des États parties, des signataires et des observateurs,

Rappelant les principes et règles applicables du droit international relatifs à la liberté de la haute mer et aux droits de passage dans l'espace maritime, notamment ceux de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁶⁸,

1. *Se félicite* que le Traité sur l'Antarctique et les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba continuent à contribuer à libérer de la présence d'armes nucléaires tout l'hémisphère Sud et les régions adjacentes visées par ces traités;

2. *Demande* à tous les États de la région de ratifier les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, et à tous les États concernés de continuer d'oeuvrer de concert pour faciliter l'adhésion aux protocoles des traités portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires par tous les États intéressés qui n'y ont pas encore adhéré;

3. *Se félicite* des mesures prises en vue de conclure de nouveaux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée et demande à tous les États d'examiner toutes les propositions pertinentes, y compris celles qui sont reprises dans ses résolutions sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires au Moyen-Orient et en Asie du Sud;

4. *Souligne de nouveau* le rôle important que jouent les zones exemptes d'armes nucléaires dans le renforcement du régime de non-prolifération de ces armes et, eu égard en particulier aux responsabilités des États dotés d'armes nucléaires, dans la progression du désarmement nucléaire vers son objectif ultime, à savoir l'élimination totale de ces armes;

5. *Demande* aux États parties aux Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et de Pelindaba, et à leurs signataires, d'étudier et de mettre en oeuvre, de manière à promouvoir les objectifs communs que visent ces traités, d'autres moyens de coopération entre eux et les organes créés en vertu de ces traités;

6. *Incite* les autorités compétentes à l'égard des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires à prêter leur concours aux États parties et aux États signataires afin de faciliter la réalisation de ces objectifs;

⁶² Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, Partie I [NPT/CONF.1995/32 (Part I)], annexe, décision 2.

⁶³ Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

⁶⁴ Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud.

⁶⁵ Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est.

⁶⁶ Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

⁶⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, No 5778.

⁶⁸ *Documents officiels de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*, vol. XVII (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.V.3), document A/CONF.62/122.

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires».

R

Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

L'Assemblée générale,

Rappelant ses précédentes résolutions sur la question des armes chimiques et bactériologiques (biologiques), en particulier la résolution 52/38 T du 9 décembre 1997, adoptée sans être mise aux voix, dans laquelle elle constatait avec satisfaction l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction⁶⁹,

Résolue à parvenir à l'interdiction effective de la mise au point, de la fabrication, de l'acquisition, du transfert, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et à leur destruction,

Notant avec satisfaction que, depuis l'adoption de la résolution 52/38 T, quatorze autres États ont ratifié la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, ce qui porte à cent vingt au total le nombre des États parties à la Convention,

1. *Prend note avec intérêt* des travaux que mène l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en vue de réaliser l'objet et le but de la Convention, d'assurer l'application intégrale de ses dispositions, notamment celles qui prévoient la vérification internationale de son respect et d'offrir aux États parties un lieu de consultation et de coopération;

2. *Souligne* combien l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est importante pour vérifier le respect des dispositions de la Convention et favoriser la réalisation de tous ses objectifs en temps voulu et de manière efficace;

3. *Souligne* qu'il est d'une importance vitale que toutes les dispositions de la Convention soient appliquées intégralement et efficacement et qu'elles soient respectées;

4. *Engage* tous les États parties à la Convention à s'acquitter intégralement et ponctuellement des obligations qu'elle leur impose et à prêter leur appui à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques dans les activités qu'elle mène pour en assurer l'application;

5. *Souligne* la nécessité d'une adhésion universelle à la Convention et demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties à la Convention sans tarder;

6. *Souligne* qu'il est important pour la Convention que tous les États qui possèdent des armes chimiques et des installations pour les fabriquer ou les mettre au point, y compris les pays qui ont déclaré posséder des armes chimiques, figurent au nombre des États parties à la Convention, et se félicite des progrès réalisés dans ce sens;

⁶⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 27 (A/47/27), appendice I.

7. *Se félicite* de la coopération qui se met en place entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ainsi que des efforts visant à conclure rapidement un accord définissant les relations entre les deux institutions conformément à la Convention;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction».

S

Transparence dans le domaine des armements

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit que les États Membres se sont engagés, en vertu de la Charte des Nations Unies, à promouvoir l'instauration et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,

Considérant qu'il est nécessaire d'accélérer d'urgence les efforts visant au désarmement général et complet en vue de maintenir la paix et la sécurité régionales et internationales dans un monde libéré du fléau de la guerre et du fardeau que constituent les armements de tout genre,

Considérant également que la franchise et la transparence dans le domaine des armements de tout genre contribueraient beaucoup à la confiance et à la sécurité entre les États,

Consciente qu'un niveau accru de transparence en ce qui concerne les armes classiques et les armes de destruction massive, les transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication d'armes de ce type, et les technologies de pointe ayant des applications militaires, favoriserait la stabilité, renforcerait la paix et la sécurité régionales et internationales et accélérerait les efforts en vue du désarmement général et complet,

Consciente également que le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, sous sa forme actuelle, constitue un premier pas important sur la voie de la transparence concernant les questions militaires,

Convaincue que le principe de la transparence devrait aussi s'appliquer à toutes les armes de destruction massive, en particulier aux armes nucléaires, et aux transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication d'armes de ce type, de même qu'aux technologies de pointe ayant des applications militaires,

Considérant qu'il faut susciter des efforts dans ce sens au niveau international, notamment en gardant constamment à l'étude la tenue du Registre en vue d'y apporter des modifications,

Soulignant qu'il est nécessaire de donner un caractère universel au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁷⁰, à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction⁷¹ et à la

⁷⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

⁷¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 27 (A/47/27)*, appendice I.

Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction⁷², afin d'atteindre l'objectif que constitue l'élimination totale des armes de destruction massive,

Rappelant ses résolutions antérieures sur la transparence dans le domaine des armements,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la transparence dans le domaine des armements⁷³;

2. *Rappelle* les rapports du Groupe d'experts gouvernementaux du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies convoqué en 1994 et en 1997 pour examiner la tenue du Registre et les modifications à y apporter, ainsi que les vues exprimées et les propositions présentées dans ces rapports;

3. *Constate* qu'il importe de progresser davantage dans l'amélioration du Registre afin qu'il puisse véritablement renforcer la confiance et la sécurité entre les États et accélérer les efforts visant à atteindre l'objectif que constitue le désarmement général et complet, et, à cette fin, demande instamment aux États Membres de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur les questions ci-après afin que le Groupe d'experts gouvernementaux puisse les examiner lorsqu'il se réunira en 2000 :

a) L'élargissement rapide de la portée du Registre;

b) L'élaboration de moyens concrets permettant d'améliorer encore le Registre en vue d'accroître la transparence en ce qui concerne les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, et les transferts de matériel et de technologies directement associés à la mise au point et à la fabrication de telles armes;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Transparence dans le domaine des armements».

T

Trafic d'armes légères

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/75 G du 15 décembre 1994 sur la circulation illicite des armes légères et sa résolution 51/45 F du 10 décembre 1996 sur les mesures visant à freiner le transfert et l'emploi illicites d'armes classiques,

Ayant à l'esprit sa résolution 52/38 J du 9 décembre 1997 sur les armes légères,

Remerciant le Secrétaire général pour les rapports qu'il a établis en application des résolutions 51/45 F⁷⁴ et 52/38 C⁷⁵,

Remerciant aussi le Secrétaire général de son rapport du 13 avril 1998 sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique⁷⁶ et, dans ce contexte, prenant note de l'examen en cours, par le Conseil de sécurité, de la question des transferts illicites d'armes vers l'Afrique et à l'intérieur de ce continent,

⁷² Résolution 2826 (XXVI), annexe.

⁷³ A/53/334 et Add.1.

⁷⁴ A/52/229.

⁷⁵ A/53/207.

⁷⁶ A/53/871-S/1998/318.

Se félicitant des initiatives prises par les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en vue de conclure un moratoire sur la fabrication, l'importation et l'exportation d'armes légères,

Se félicitant de l'entrée en vigueur de la Convention interaméricaine contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes,

Se félicitant de la décision sur la prolifération des armes légères prise par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à la soixante-huitième session de l'Organisation, tenue à Ouagadougou du 4 au 7 juin 1998⁷⁷,

Se félicitant également que l'Union européenne ait adopté le programme visant à prévenir et à combattre le trafic des armes classiques et que des initiatives aient été prises pour mettre en oeuvre ce programme,

Soulignant l'importance des efforts déployés pour élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée, y compris un protocole pour lutter contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu et de pièces, éléments et munitions destinés à de telles armes, dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Se félicitant que le Secrétaire général ait annoncé le 14 août 1998 qu'il avait désigné le Département des affaires de désarmement comme centre de coordination de toutes les activités des organismes des Nations Unies concernant les armes légères,

Soulignant qu'il importe de renforcer, dans le cadre des initiatives en cours ayant trait au trafic d'armes légères, la coopération et la coordination entre les organes intergouvernementaux compétents des Nations Unies et au sein du Secrétariat de l'Organisation, en particulier en ce qui concerne les activités du Centre de prévention de la criminalité internationale, du Département des affaires de désarmement et du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères,

Consciente des souffrances causées par le trafic d'armes légères et considérant qu'il appartient aux États d'intensifier leurs efforts en se mettant d'accord sur les questions en jeu et en définissant des moyens concrets pour faire face au problème,

Ayant à l'esprit les rapports entre la violence, la criminalité, le trafic de drogue, le terrorisme et le trafic d'armes légères,

1. *Demande* au Secrétaire général de tenir, dans les limites des fonds disponibles et en faisant appel à toute autre assistance que pourraient apporter les États Membres en mesure de le faire, compte tenu des travaux en cours du Groupe d'experts gouvernementaux sur les armes légères, de larges consultations avec tous les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales intéressées, les organismes internationaux et les experts compétents sur les questions suivantes :

- a) L'ampleur et la portée du phénomène du trafic d'armes légères;
- b) Les mesures qui pourraient être prises, notamment celles qui seraient adaptées aux mesures proprement régionales, pour lutter contre le trafic et la circulation illicite des armes légères;
- c) Le rôle de l'Organisation des Nations Unies concernant la collecte, le classement, la mise en commun et la diffusion d'informations sur le trafic d'armes légères;

⁷⁷ Voir A/53/179, annexe I.

2. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport à sa cinquante-quatrième session sur le résultat des négociations qu'il aura tenues;

3. *Invite* les États Membres qui sont en mesure de le faire, d'apporter, aux niveaux bilatéral et régional ainsi que par les voies multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies, l'assistance nécessaire pour appuyer l'application des mesures liées à la lutte contre le trafic et la circulation illicite des armes légères;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Trafic d'armes légères».

U

Désarmement nucléaire en vue de l'élimination définitive des armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 H du 15 décembre 1994, 50/70 C du 12 décembre 1995, 51/45 G du 10 décembre 1996 et 52/38 K du 9 décembre 1997,

Ayant à l'esprit les essais nucléaires récents, qui vont à l'encontre des efforts internationaux visant à renforcer le régime international de non-prolifération des armes nucléaires,

Appelant de ses vœux l'entrée en vigueur rapide du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) et se félicitant de la Déclaration commune sur les paramètres concernant de futures réductions des forces nucléaires, publiée par les Présidents des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie⁷⁸,

Se félicitant des efforts que font d'autres États dotés de l'arme nucléaire pour réduire leurs arsenaux nucléaires, comme c'est le cas, tout récemment encore, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Se félicitant aussi que le Brésil ait adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁷⁹,

Se déclarant à nouveau convaincue que de nouveaux progrès du désarmement nucléaire contribueront à la consolidation du régime international de non-prolifération pour assurer la paix et la sécurité internationales,

Se félicitant que la Conférence du désarmement ait décidé de constituer un comité spécial⁸⁰ chargé de négocier, sur la base du rapport de 1995 de son Coordonnateur spécial⁸¹ et du mandat qui y figure, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires,

⁷⁸ A/53/371-S/1998/848, annexe.

⁷⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

⁸⁰ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 87* (A/53/27), par. 108.

⁸¹ CD/1299.

1. *Réaffirme* qu'il est important de parvenir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁷⁹ et exhorte les États qui ne sont pas parties au Traité à y adhérer sans retard et sans conditions;

2. *Réaffirme aussi* qu'il est important que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'acquittent des obligations que leur impose le Traité;

3. *Demande* aux États dotés de l'arme nucléaire de poursuivre une action résolue, systématique et progressive afin de réduire globalement les armements nucléaires pour, finalement, les éliminer, et à tous les États de poursuivre des efforts déterminés visant le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace;

4. *Constate* que, pour éliminer définitivement les armes nucléaires, il est important et nécessaire :

a) Que tous les États signent et ratifient sans retard le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁸², en vue de son entrée en vigueur rapide et, en attendant, qu'ils mettent fin à tous les essais nucléaires;

b) Que la Conférence du désarmement achève sans retard les négociations sur un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial et du mandat qui y figure;

c) Que des pourparlers multilatéraux soient engagés au sujet des futures mesures qui pourraient être prises pour le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires;

d) Que le Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) entre en vigueur rapidement et que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie négocient sans retard un accord START III;

e) Que les cinq États dotés de l'arme nucléaire entreprennent de nouveaux efforts pour réduire leurs arsenaux nucléaires unilatéralement et par leur négociation;

5. *Invite* les États dotés de l'arme nucléaire à tenir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès ou des efforts accomplis dans le domaine du désarmement nucléaire;

6. *Accueille avec satisfaction* les efforts actuellement déployés pour démanteler les armes nucléaires, et note qu'il importe de gérer dans des conditions de sécurité et d'efficacité les matières fissiles qui en résultent;

7. *Demande* à tous les États de n'épargner aucun effort pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive, notamment les armes nucléaires, en confirmant et en renforçant au besoin leurs politiques consistant à ne pas exporter d'équipements, de matières ou de technologies qui pourraient contribuer à la prolifération de ces armes;

8. *Demande aussi* à tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de tout mettre en oeuvre pour assurer le succès de la prochaine Conférence d'examen qui aura lieu en 2000;

9. *Encourage* la poursuite de délibérations sérieuses sur la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement nucléaire dans les instances appropriées.

⁸² Voir résolution 50/245.

V

Transparence dans le domaine des armements

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 46/36 L du 9 décembre 1991, 47/52 L du 15 décembre 1992, 48/75 E du 16 décembre 1993, 49/75 C du 15 décembre 1994, 50/70 D du 12 décembre 1995, 51/45 H du 10 décembre 1996 et 52/38 R du 9 décembre 1997, intitulées «Transparence dans le domaine des armements»,

Continuant d'estimer qu'une plus grande transparence en matière d'armements est un facteur majeur de confiance et de sécurité entre États et que l'établissement du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies⁸³ constitue un pas en avant important sur la voie de la transparence concernant les questions militaires,

Accueillant avec satisfaction le rapport de synthèse du Secrétaire général sur le Registre, qui contient les données, informations et réponses reçues des États Membres pour 1997⁸⁴,

Se félicitant de la réponse des États Membres qu'elle avait invités aux paragraphes 9 et 10 de sa résolution 46/36 L à fournir des données relatives à leurs importations et exportations d'armes ainsi que les informations générales disponibles sur leurs dotations militaires, leurs achats liés à la production nationale et leurs politiques en la matière,

Soulignant qu'il conviendrait d'examiner la tenue du Registre et les modifications à y apporter afin d'obtenir un Registre qui puisse susciter la plus large participation possible,

1. *Réaffirme qu'elle est résolue* à veiller à la bonne tenue du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies⁸³, conformément aux dispositions des paragraphes 7 à 10 de sa résolution 46/36 L;

2. *Invite* les États Membres, en vue de parvenir à une participation universelle, à fournir chaque année au Secrétaire général, avant le 31 mai, les données et informations demandées pour le Registre, y compris en lui adressant éventuellement un rapport portant la mention «néant», sur la base des résolutions 46/36 L et 47/52 L et des recommandations figurant au paragraphe 64 du rapport de 1997 du Secrétaire général sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter⁸⁵;

3. *Invite* les États Membres qui sont en mesure de le faire, en attendant les améliorations qui seront apportées au Registre, à fournir des informations complémentaires sur leurs achats liés à la production nationale et leurs dotations militaires, et à utiliser la colonne des «observations», sur le formulaire type de notification, pour fournir des données supplémentaires sur les types et les modèles d'armes;

4. *Réaffirme* sa décision de continuer à examiner la portée du Registre ainsi que la participation à celui-ci, en vue de l'améliorer encore, et *rappelle* à cet effet qu'elle a prié :

a) Les États Membres de communiquer au Secrétaire général leurs vues sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, ainsi que sur les mesures de transparence dans le domaine des armes de destruction massive;

b) Le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux qui sera convoqué en 2000 sur la base d'une répartition géographique

⁸³ Voir résolution 46/36 L.

⁸⁴ A/53/334.

⁸⁵ A/52/316.

équitable, un rapport sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter, compte tenu des travaux de la Conférence du désarmement, des vues exprimées par les États Membres et de ses rapports sur la tenue du Registre et les modifications à y apporter⁸⁶, en vue de prendre une décision à sa cinquante-cinquième session;

5. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition du Secrétariat pour la tenue du Registre;

6. *Invite* la Conférence du désarmement à envisager de poursuivre ses travaux sur la transparence dans le domaine des armements;

7. *Demande de nouveau* à tous les États Membres de coopérer, aux niveaux régional et sous-régional, en tenant pleinement compte de la situation particulière qui règne dans la région ou la sous-région considérée, en vue de renforcer et de coordonner les efforts faits par la communauté internationale pour accroître la franchise et la transparence dans le domaine des armements;

8. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-quatrième session des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution;

9. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Transparence dans le domaine des armements».

W

Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 K du 15 décembre 1994, 51/45 M du 10 décembre 1996 et 52/38 O du 9 décembre 1997,

Convaincue que la persistance des armes nucléaires fait peser une menace sur l'humanité tout entière et que leur emploi aurait des conséquences catastrophiques pour toutes les formes de vie sur Terre, et considérant que la seule protection contre une catastrophe nucléaire est l'élimination complète des armes nucléaires et la certitude qu'il n'en sera plus jamais fabriqué,

Réaffirmant l'engagement pris par la communauté internationale d'atteindre l'objectif consistant à éliminer dans leur totalité les armes nucléaires et à créer un monde exempt de telles armes,

Consciente des obligations solennelles que les États parties ont contractées, en vertu de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires⁸⁷, en particulier pour ce qui est de poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire,

Rappelant les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptés par la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes

⁸⁶ A/49/316 et A/52/316.

⁸⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation et⁸⁸, en particulier, l'objectif consistant à ce que les États dotés de l'arme nucléaire poursuivent une action résolue, systématique et progressive afin de réduire globalement les armements nucléaires pour, finalement, les éliminer,

Rappelant également qu'elle a adopté le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par sa résolution 50/245 du 10 septembre 1996, et se félicitant de l'augmentation du nombre des États qui ont signé et ratifié le Traité,

Constatant avec satisfaction que le Traité sur l'Antarctique⁸⁹ et les Traités de Tlatelolco⁹⁰, de Rarotonga⁹¹, de Bangkok⁹² et de Pelindaba⁹³ libèrent progressivement de la présence d'armes nucléaires tout l'hémisphère Sud et les régions adjacentes que couvrent ces traités,

Notant les efforts entrepris par les États qui possèdent le plus grand nombre d'armes nucléaires pour réduire leurs stocks soit unilatéralement, soit grâce à des accords et arrangements bilatéraux et unilatéraux, et demandant que ces efforts soient intensifiés afin d'accélérer la réduction substantielle des arsenaux nucléaires,

Considérant qu'il est nécessaire d'adopter un instrument juridiquement contraignant et négocié sur le plan multilatéral pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre la menace ou l'emploi de ces armes,

Réaffirmant le rôle central de la Conférence du désarmement en tant qu'instance multilatérale unique pour les négociations sur le désarmement et exprimant le regret que les négociations sur le désarmement, en particulier sur le désarmement nucléaire, n'aient pas progressé lors de la session tenue en 1998 par la Conférence du désarmement,

Soulignant qu'il est nécessaire que la Conférence du désarmement entame des négociations sur un programme échelonné visant l'élimination complète des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Désireuse d'atteindre l'objectif concernant l'interdiction, juridiquement contraignante, de la mise au point, de la fabrication, de l'essai, du déploiement, du stockage, de la menace et de l'emploi des armes nucléaires et leur destruction sous un contrôle international efficace,

Rappelant l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* en date du 8 juillet 1996⁹⁴,

Prenant note des sections pertinentes du rapport du Secrétaire général⁹⁵, relatives à la mise en application de la résolution 52/38 O,

1. *Souligne à nouveau* la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace;

⁸⁸ *Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, Document final, partie I* [NPT/CONF.1995/32 (Part I)], annexe, décision 3.

⁸⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 402, No 5778.

⁹⁰ Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.

⁹¹ Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud.

⁹² Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est.

⁹³ Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique.

⁹⁴ A/51/218, annexe.

⁹⁵ A/53/208 et Add.1.

2. *Demande à nouveau instamment* à tous les États de satisfaire immédiatement à cette obligation en engageant des négociations multilatérales en 1999 en vue de parvenir à la conclusion rapide d'une convention sur les armes nucléaires interdisant la mise au point, la fabrication, l'essai, le déploiement, le stockage, le transfert, la menace ou l'emploi de ces armes et prévoyant leur élimination;

3. *Prie* tous les États de tenir le Secrétaire général au courant des efforts qu'ils déploient et des mesures qu'ils prennent quant à l'application de la présente résolution et à la réalisation du désarmement nucléaire, et prie le Secrétaire général de lui communiquer ces renseignements à sa cinquante-quatrième session;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Suite donnée à l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*».

X

Désarmement nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/75 E du 15 décembre 1994 sur la réduction progressive de la menace nucléaire et ses résolutions 50/70 P du 12 décembre 1995, 51/45 O du 10 décembre 1996 et 52/38 L du 9 décembre 1997, sur le désarmement nucléaire,

Réaffirmant la volonté de la communauté internationale de réaliser l'objectif consistant à éliminer totalement les armes nucléaires et à créer un monde exempt de telles armes,

Tenant compte de ce que la Convention de 1972 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction⁹⁶ et la Convention de 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction⁹⁷ ont déjà institué des régimes juridiques concernant l'interdiction totale de ces deux catégories d'armes, et résolue à parvenir à une convention sur l'interdiction des essais, de la mise au point, de la fabrication, du stockage, du prêt, du transfert, de l'emploi ou de la menace des armes nucléaires et sur leur destruction, et à conclure cette convention internationale sans tarder,

Considérant qu'il existe à présent des conditions permettant de créer un monde exempt d'armes nucléaires,

Ayant à l'esprit le paragraphe 50 du Document final de sa dixième session extraordinaire⁹⁸, la première consacrée au désarmement, dans lequel il est demandé que soient négociés d'urgence des accords en vue de mettre un terme au perfectionnement et à la mise au point de systèmes d'armes nucléaires et d'établir un programme global et graduel reposant sur un calendrier convenu, dans la mesure du possible, pour réduire de façon progressive et équilibrée les stocks d'armes nucléaires et leurs vecteurs, conduisant en fin de compte à leur élimination totale dans les plus brefs délais possibles,

Réaffirmant la plus haute priorité accordée au désarmement nucléaire dans le Document final de sa dixième session extraordinaire ainsi que par la communauté internationale,

⁹⁶ Résolution 2826 (XXVI), annexe.

⁹⁷ *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 27 (A/47/27), appendice I.*

⁹⁸ Résolution S-10/2.

Considérant que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁹⁹ et tout traité envisagé sur les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires doivent constituer des mesures non seulement de non-prolifération mais aussi de désarmement et que ces mesures, ainsi qu'un instrument juridique international dans lequel les États dotés de l'arme nucléaire s'engageraient collectivement à ne pas recourir en premier aux armes nucléaires et qui comporteraient pour les États n'en possédant pas des garanties appropriées de sécurité contre l'emploi ou la menace de ces armes et une convention internationale interdisant l'utilisation desdites armes, devraient être des étapes importantes sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

Se félicitant de l'entrée en vigueur du Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs¹⁰⁰ auquel le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine sont parties,

Se félicitant également de la conclusion du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs¹⁰¹ par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, et de sa ratification par les États-Unis d'Amérique, et appelant de ses vœux l'application intégrale des Traités START I¹⁰⁰ et II¹⁰¹ par les États parties et l'adoption de nouvelles mesures concrètes de désarmement nucléaire par tous les États dotés de l'arme nucléaire,

Prenant note avec satisfaction des mesures prises unilatéralement par les États dotés d'armes nucléaires en vue de limiter ces armes, et les encourageant à prendre encore d'autres mesures en ce sens,

Considérant que les négociations multilatérales et les négociations bilatérales sur le désarmement nucléaire se complètent et que celles-ci ne sauraient se substituer à celles-là,

Prenant note de l'appui exprimé à la Conférence du désarmement et à l'Assemblée générale pour l'élaboration d'une convention internationale visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, et des efforts multilatéraux entrepris à la Conférence du désarmement en vue de parvenir rapidement à un accord sur une telle convention,

Rappelant l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, en date du 8 juillet 1996, sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*¹⁰², et se félicitant que tous les juges de la Cour aient réaffirmé à l'unanimité que tous les États avaient l'obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

Ayant à l'esprit le paragraphe 114 et les autres recommandations pertinentes figurant dans le Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998¹⁰³, aux termes desquels la Conférence du désarmement était priée de créer, à titre prioritaire, un comité spécial chargé d'entamer, au début de 1998, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé,

⁹⁹ Voir résolution 50/245.

¹⁰⁰ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 16 : 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.IX.1), appendice II.

¹⁰¹ *Ibid.*, vol. 18 : 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.IX.1), appendice II.

¹⁰² A/51/218, annexe.

¹⁰³ A/53/667-S/1998/1071, annexe I.

Ayant également à l'esprit la proposition de vingt-huit délégations à la Conférence du désarmement, qui appartiennent au Groupe des 21, concernant un programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires¹⁰⁴, et exprimant sa conviction que cette proposition apportera une contribution importante aux négociations sur cette question à la Conférence,

Accueillant avec satisfaction l'initiative prise par vingt-six délégations à la Conférence du désarmement, appartenant au Groupe des 21¹⁰⁵, qui ont proposé un mandat global pour un comité spécial du désarmement nucléaire prévoyant des négociations qui porteraient, dans un premier temps, sur un accord multilatéral universel et ayant force obligatoire, par lequel tous les États proclameraient leur attachement à l'objectif que constitue l'élimination totale des armes nucléaires, sur un accord concernant les mesures complémentaires à prendre dans le cadre d'un programme échelonné conduisant, dans des délais fixés, à l'élimination totale des armes nucléaires, et sur une convention interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu du rapport du Coordonnateur spécial sur la question¹⁰⁶ et des avis touchant la portée de cet instrument,

Prenant note de la Déclaration faite le 9 juin 1998 par les Ministres des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Égypte, de l'Irlande, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovénie et de la Suède intitulée «Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel Ordre du jour»¹⁰⁷, à laquelle un certain nombre d'États, y compris certains membres du Mouvement des pays non alignés, ont apporté leur appui et ont donné suite,

1. *Estime* que, étant donné l'évolution récente de la situation politique, le moment est venu pour que tous les États dotés d'armes nucléaires prennent des mesures effectives de désarmement en vue de l'élimination totale de ces armes selon un calendrier déterminé;

2. *Estime également* qu'il est véritablement nécessaire de réduire l'importance accordée au rôle de l'arme nucléaire et de réexaminer et revoir les doctrines nucléaires en conséquence;

3. *Engage instamment* les États dotés de l'arme nucléaire à mettre immédiatement un terme au perfectionnement, à la mise au point, à la fabrication et au stockage d'ogives nucléaires et de leurs vecteurs;

4. *Engage aussi instamment* les États dotés de l'arme nucléaire, à titre de mesures intérimaires, à immédiatement lever l'état d'alerte de leurs armes nucléaires et à les désactiver;

5. *Préconise* la conclusion, dans un premier temps, d'un accord multilatéral universel et ayant force obligatoire, par lequel tous les États proclameraient leur attachement à l'objectif que constitue l'élimination totale des armes nucléaires;

6. *Demande à nouveau* aux États dotés de l'arme nucléaire de procéder à une réduction progressive de la menace nucléaire et de prendre des mesures effectives de désarmement nucléaire en vue de l'élimination totale des armes nucléaires selon un calendrier déterminé;

7. *Demande* aux États dotés de l'arme nucléaire, en attendant que l'on parvienne à l'interdiction totale des armes nucléaires au moyen d'une convention sur ces armes, de

¹⁰⁴ A/C.1/51/12, annexe.

¹⁰⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 27* (A/52/27), par. 30.

¹⁰⁶ CD/1299.

¹⁰⁷ A/53/138, annexe.

conclure un instrument juridiquement contraignant sur le plan international dans lequel ils s'engageraient collectivement à ne pas recourir en premier aux armes nucléaires, et demande à tous les États de conclure un instrument juridiquement contraignant sur le plan international concernant des garanties de sécurité pour les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

8. *Se félicite* que la Conférence du désarmement ait constitué le Comité spécial sur l'interdiction de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et préconise de conclure sans tarder une convention universelle et non discriminatoire à ce sujet, et se félicite également qu'ait été constitué le Groupe spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, et préconise de poursuivre à titre prioritaire l'effort entrepris dans ce domaine;

9. *Constate avec préoccupation* que certains États dotés de l'arme nucléaire demeurent opposés à ce que soit constitué, comme elle l'a demandé dans sa résolution 52/38 L, un comité spécial du désarmement nucléaire à la Conférence du désarmement;

10. *Demande à nouveau* à la Conférence du désarmement de constituer, à titre prioritaire, un comité spécial du désarmement nucléaire chargé d'entamer, au début de 1999, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé au moyen d'une convention sur ces armes;

11. *Invite instamment* la Conférence du désarmement à tenir compte à cet égard de la proposition des vingt-huit délégations concernant un programme d'action pour l'élimination des armes nucléaires¹⁰⁴, ainsi que du mandat proposé par les vingt-six délégations pour le comité spécial du désarmement nucléaire¹⁰⁵;

12. *Demande* que soit convoquée, à une date rapprochée, une conférence internationale sur le désarmement nucléaire en vue de conclure un accord sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires selon un calendrier déterminé au moyen d'une convention sur ces armes;

13. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Désarmement nucléaire».

Y

Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour

L'Assemblée générale,

Alarmée par la menace que représente pour la survie même de l'humanité l'existence des armes nucléaires,

Inquiète de l'éventualité de la possession indéfinie d'armes nucléaires,

Préoccupée par le fait que les trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹⁰⁸ continuent de retenir l'option de l'arme nucléaire,

Estimant que la thèse selon laquelle les armes nucléaires peuvent être conservées à perpétuité et ne jamais être utilisées, accidentellement ou délibérément, est dénuée de vraisemblance et que la seule protection complète est l'élimination de ces armes et la certitude qu'il n'en sera plus jamais fabriqué,

Préoccupée par le fait que les États dotés de l'arme nucléaire n'ont pas tenu promptement et entièrement l'engagement qu'ils avaient pris d'éliminer leurs armes nucléaires,

Préoccupée également par le fait que les trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires n'ont pas renoncé à l'option de l'arme nucléaire,

Considérant que la majorité écrasante des États se sont engagés formellement à ne pas recevoir, fabriquer ou acquérir d'aucune autre manière des armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, et qu'ils en ont décidé ainsi dans le contexte des engagements juridiquement contraignants qu'ont pris les États dotés de l'arme nucléaire à l'égard du désarmement nucléaire,

Rappelant la conclusion unanime de la Cour internationale de Justice figurant dans son avis consultatif de 1996, selon laquelle il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace,

Soulignant que la communauté internationale ne doit pas entamer le troisième millénaire en ayant la perspective de voir la possession d'armes nucléaires considérée comme légitime dans un avenir indéfini, et convaincue que la situation actuelle offre une occasion unique d'interdire ces armes et de les éliminer à tout jamais,

Considérant que l'élimination totale des armes nucléaires exigera que des mesures soient prises en premier lieu par les États dotés de l'arme nucléaire qui ont les arsenaux les plus importants, et *soulignant* que ces États devront être imités dans un avenir proche et sans contretemps par ceux qui ont des arsenaux nucléaires de moindre envergure,

Saluant les progrès actuels et les promesses futures du processus START ainsi que la possibilité qu'il offre de constituer un mécanisme plurilatéral englobant tous les États dotés de l'arme nucléaire afin de démanteler et de détruire réellement les armements nucléaires dans la perspective de leur élimination,

Estimant qu'il existe un certain nombre de mesures concrètes que les États dotés de l'arme nucléaire peuvent et doivent prendre immédiatement avant l'élimination effective des arsenaux nucléaires et l'élaboration des régimes de vérification nécessaires, et prenant note à cet égard de certaines mesures récentes unilatérales et autres,

Se félicitant de l'accord auquel est récemment parvenue la Conférence du désarmement en vue de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial¹⁰⁹ et du mandat qui y figure, un traité multilatéral, non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs

¹⁰⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

¹⁰⁹ CD/1299.

nucléaires, et estimant que ce traité doit renforcer l'assise du processus d'élimination totale des armes nucléaires,

Soulignant que pour pouvoir éliminer totalement les armes nucléaires, une coopération internationale efficace en vue de prévenir la prolifération de ces armes est essentielle et doit être renforcée notamment par l'élargissement des contrôles internationaux sur toutes les matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires,

Soulignant l'importance des traités en vigueur portant création de zones exemptes d'armes nucléaires ainsi que de la signature et de la ratification des protocoles y relatifs,

Prenant note de la Déclaration ministérielle commune du 9 juin 1998¹¹⁰ et de l'appel qui y est lancé en faveur d'un nouvel ordre du jour international pour parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires grâce à la recherche parallèle d'une série de mesures se renforçant mutuellement aux niveaux bilatéral, plurilatéral et multilatéral,

1. *Demande* aux États dotés de l'arme nucléaire de s'engager sans équivoque à éliminer promptement et en totalité leurs armements nucléaires et de poursuivre de bonne foi et mener à terme sans tarder des négociations aboutissant à l'élimination de ces armes, s'acquittant ainsi des obligations que leur impose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹⁰⁸;

2. *Demande* aux États-Unis d'Amérique et à la Fédération de Russie de mettre en vigueur le Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II)¹¹¹ sans plus tarder et d'ouvrir ensuite immédiatement des négociations sur START III en vue de parvenir à sa conclusion rapide;

3. *Demande* aux États dotés de l'arme nucléaire de prendre les mesures nécessaires en vue d'intégrer sans contretemps les cinq États dotés d'armes nucléaires dans le processus conduisant à l'élimination totale de ces armes;

4. *Demande aussi* aux États dotés de l'arme nucléaire de continuer activement à réduire leur dépendance à l'égard des armes nucléaires non stratégiques et de poursuivre les négociations sur l'élimination de ces armes dans le cadre de leurs activités globales de désarmement nucléaire;

5. *Demande en outre* aux États dotés de l'arme nucléaire, à titre de mesure intérimaire, de lever l'état d'alerte de leurs armes nucléaires et de retirer les ogives nucléaires de leurs vecteurs;

6. *Engage instamment* les États dotés de l'arme nucléaire à examiner d'autres mesures intérimaires, notamment des mesures susceptibles de renforcer la stabilité stratégique et, en conséquence, à revoir leurs doctrines stratégiques;

7. *Demande* aux trois États dotés d'une capacité nucléaire militaire et n'ayant pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de renoncer clairement et d'urgence à mettre au point et déployer de telles armes et de s'abstenir de toute action susceptible de nuire à la paix et à la sécurité régionales et internationales ainsi qu'aux efforts déployés par la communauté internationale en vue du désarmement nucléaire et de la prévention de la prolifération des armes nucléaires;

¹¹⁰ A/53/138.

¹¹¹ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 18 : 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.IX.1), appendice II.

8. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer inconditionnellement et sans retard au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de prendre toutes les mesures nécessaires découlant de cette adhésion;

9. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait de conclure avec l'Agence internationale de l'énergie atomique des accords de garanties intégrales et des protocoles additionnels sur la base du protocole type approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'Agence le 15 mai 1997¹¹²;

10. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait de signer et de ratifier, inconditionnellement et sans retard, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires¹¹³ et, en attendant son entrée en vigueur, d'observer un moratoire sur ces essais;

11. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires¹¹⁴ et de s'employer à la renforcer davantage;

12. *Demande* à la Conférence du désarmement de poursuivre et de conclure sans tarder, au sein du Comité spécial créé au titre du point 1 de son ordre du jour, intitulé «Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire», sur la base du rapport du Coordonnateur spécial¹⁰⁹ et du mandat qui y figure, ses négociations sur un traité multilatéral non discriminatoire, et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et autres dispositifs explosifs nucléaires, compte tenu des objectifs concernant la non-prolifération des armes nucléaires et le désarmement nucléaire, et, en attendant l'entrée en vigueur de ce traité, *prie instamment* tous les États d'observer un moratoire sur la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires;

13. *Demande* à la Conférence du désarmement de créer un organe subsidiaire chargé du désarmement nucléaire et, à cet effet, de poursuivre à titre prioritaire ses consultations intensives sur les méthodes de travail et les modalités appropriées en vue de parvenir sans retard à une décision dans ce sens;

14. *Estime* qu'une conférence internationale sur le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires, qui compléterait efficacement les efforts entrepris dans d'autres instances, pourrait faciliter l'élaboration d'un nouvel ordre du jour pour un monde exempt d'armes nucléaires;

15. *Rappelle* l'importance des décisions et de la résolution adoptées à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation¹¹⁵, et *souligne* qu'il importe de mettre pleinement en oeuvre la décision relative au renforcement du processus d'examen du Traité;

16. *Affirme* qu'il sera nécessaire d'élaborer des arrangements en matière de vérification pour le maintien d'un monde exempt d'armes nucléaires, et demande à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux autres organisations et organes internationaux compétents, d'étudier les éléments d'un système de ce genre;

17. *Demande* que soit conclu un instrument international contraignant visant à garantir efficacement les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

¹¹² Voir IAEA/GOV/2914.

¹¹³ Voir résolution 50/245.

¹¹⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1456, No 24631.

¹¹⁵ NPT/CONF.1995/32 (Part II).

18. *Souligne* que les efforts visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires, ainsi que l'élargissement des zones existantes, sur la base d'arrangements librement conclus, en particulier dans les régions de tension telles que le Moyen-Orient et l'Asie du Sud, constituent une contribution importante à l'objectif que constitue un monde exempt d'armes nucléaires;

19. *Affirme* qu'un monde exempt d'armes nucléaires devra en fin de compte reposer sur un instrument universel et contraignant, négocié au niveau multilatéral, ou sur un cadre comportant un ensemble d'instruments se renforçant mutuellement;

20. *Prie* le Secrétaire général d'établir, dans les limites des ressources existantes, un rapport sur l'application de la présente résolution;

21. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour», et d'examiner l'application de la présente résolution.

Z

Négociations bilatérales relatives aux armes nucléaires et désarmement nucléaire

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions sur la question,

Constatant les changements fondamentaux qui se sont produits en ce qui concerne la sécurité internationale et qui ont permis des accords sur des réductions notables des armements nucléaires des États possédant les stocks les plus importants de telles armes,

Consciente qu'il incombe à tous les États de contribuer à la détente internationale et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, et d'appliquer et adopter à cet effet des mesures visant à réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Mesurant l'importance d'un certain nombre de faits positifs intervenus dans le domaine du désarmement nucléaire, en particulier la signature du Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée¹¹⁶, et les traités sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs,

Mesurant également l'importance de la prorogation pour une durée indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹¹⁷ et reconnaissant l'importance de la volonté déclarée des États dotés de l'arme nucléaire d'aller systématiquement et progressivement de l'avant afin de réduire les armements nucléaires dans leur ensemble, puis de les éliminer, et de la volonté de tous les États d'oeuvrer pour le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Se félicitant des mesures que les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont déjà prises afin de commencer à réduire le nombre des armes nucléaires et à lever l'état de déploiement de ces armes, ainsi que des accords bilatéraux sur le dépointage des missiles nucléaires stratégiques,

¹¹⁶ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 12 : 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.IX.2), appendice VII.

¹¹⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 729, No 10485.

Notant que les États de l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis d'Amérique connaissent, dans leurs relations, un nouveau climat qui leur permet d'intensifier leurs efforts communs visant à assurer la sûreté et la sécurité des armes nucléaires ainsi que leur destruction sans danger pour l'environnement,

Rappelant la Déclaration du Sommet de Moscou sur la sécurité et la sûreté nucléaires, adoptée en avril 1996¹¹⁸,

Demandant instamment que des mesures soient prises sans tarder pour parachever la ratification du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs¹¹⁹, et que soient encore intensifiés les efforts visant à accélérer l'application des accords et des décisions unilatérales concernant la réduction des arsenaux nucléaires,

Prenant note avec satisfaction des déclarations conjointes, publiées le 21 mars 1997, des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions des forces nucléaires et sur les éléments d'un accord sur les systèmes de défense contre les missiles de théâtre à grande vitesse¹²⁰, ainsi que leur déclaration conjointe du 10 mai 1995 au sujet du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antibalistiques¹²¹,

Se félicitant de la déclaration conjointe publiée le 21 mars 1997 à Helsinki¹²⁰, dans laquelle les Présidents des États-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie se sont mis d'accord pour que, après l'entrée en vigueur du Traité START II, leurs deux pays ouvrent immédiatement des négociations en vue d'un accord START III qui comporterait une réduction du nombre global d'ogives nucléaires stratégiques, lequel ne devrait pas dépasser 2 000 à 2 500 au 31 décembre 2007,

Prenant note avec satisfaction du Protocole du Traité START II, ainsi que de la Déclaration concertée conjointe et des lettres sur la désactivation rapide, signées à New York le 26 septembre 1997 par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie, qui visent à prendre d'autres mesures concrètes pour réduire le danger nucléaire et renforcer la stabilité internationale et la sûreté nucléaire,

Se félicitant que le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine aient signé, le 26 septembre 1997, un certain nombre d'accords importants qui contribueront à assurer la viabilité du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antibalistiques,

Se félicitant des réductions substantielles effectuées par d'autres États dotés de l'arme nucléaire et encourageant tous les États dotés de cette arme à envisager d'adopter des mesures appropriées relatives au désarmement nucléaire,

1. *Se félicite* de l'entrée en vigueur du Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs signé à Moscou le 31 juillet 1991 par les États-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques¹²², y compris de son Protocole signé à Lisbonne le 23 mai 1992 par les parties au Traité, et de l'échange des instruments de ratification qui a eu lieu à Budapest le 5 décembre 1994 entre le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine;

¹¹⁸ A/51/131, annexe I.

¹¹⁹ *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 18 : 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.IX.1), appendice II.

¹²⁰ Voir CD/1460.

¹²¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 944, No 13446.

¹²² *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement*, vol. 16 : 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.IX.1), appendice II.

2. *Se félicite également* de la signature à Moscou, le 3 janvier 1993, du Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs¹¹⁹, et demande instamment aux parties de prendre les mesures nécessaires pour que cet instrument entre en vigueur le plus rapidement possible;

3. *Se déclare satisfaite* des réductions des armements stratégiques offensifs effectuées en application du Traité de 1991, ainsi que de l'avis favorable du Sénat des États-Unis d'Amérique et de son consentement au Traité de 1993 exprimés en janvier 1996, et exprime l'espoir que la Fédération de Russie pourra bientôt prendre des mesures correspondantes pour ratifier ce Traité, et que le Sénat des États-Unis d'Amérique et la Douma d'État de la Fédération de Russie pourront approuver le Protocole au Traité de 1993 et les autres documents signés le 26 septembre 1997, de façon que le Traité START II puisse entrer en vigueur;

4. *Note avec satisfaction* que le Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les États-Unis d'Amérique sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée¹¹⁶ continue d'être appliqué et, en particulier, que les parties ont achevé la destruction de tous leurs missiles déclarés dont le Traité prévoyait l'élimination;

5. *Se félicite* que toutes les armes nucléaires aient été enlevées du territoire du Kazakhstan au 1er juin 1995, du territoire de l'Ukraine au 1er juin 1996 et du territoire du Bélarus au 30 novembre 1996;

6. *Encourage* le Bélarus, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine à poursuivre leurs efforts de coopération visant à éliminer les armes nucléaires et les armements stratégiques offensifs sur la base des accords existants, et se félicite que d'autres États apportent également leur concours à cet effet;

7. *Se félicite* de la participation, en qualité d'États non dotés de l'arme nucléaire, du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui vient renforcer notablement le régime de non-prolifération;

8. *Se félicite* de l'initiative signée par les Présidents Eltsine et Clinton le 2 septembre 1998, contenue dans la déclaration commune sur l'échange de données d'information concernant les lancements de missiles et sur la préalerte, ayant pour objectif d'instituer un échange continu de données d'information concernant les lancements de missiles balistiques et de véhicules aérospatiaux, tirés des systèmes d'alerte en cas de lancement de missiles dont dispose chaque partie, et d'établir éventuellement un centre pour l'échange de données sur les lancements de missiles, qui serait exploité par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie tout en étant distinct des centres nationaux de ces deux pays, et prend note de l'initiative ayant pour objectif d'étudier bilatéralement la possibilité d'établir un régime multilatéral de notification préalable des lancements de missiles balistiques et de véhicules aérospatiaux qui serait ouvert à la participation d'autres États, à leur gré;

9. *Accueille avec satisfaction* l'engagement pris en septembre 1998 par la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique d'enlever par étapes une cinquantaine de tonnes de plutonium de chacun de leurs programmes d'armement nucléaire, et de convertir cette matière de façon qu'elle ne puisse jamais être utilisée pour fabriquer des armes nucléaires;

10. *Demande instamment* aux États-Unis d'Amérique et à la Fédération de Russie d'ouvrir des négociations en vue d'un accord START III dès que la Fédération de Russie aura ratifié START II, comme ils en étaient convenus dans la déclaration conjointe publiée à Moscou le 2 septembre 1998;

11. *Encourage et soutient* les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie dans les efforts qu'ils déploient en vue de réduire et d'éliminer leurs armements nucléaires dans le cadre des accords en vigueur en continuant à donner à ces efforts la plus haute priorité afin de contribuer à la réalisation de l'objectif final consistant à éliminer ces armes;

12. *Invite* les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie à tenir les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies dûment informés des progrès enregistrés dans leurs discussions et dans l'application de leurs accords et décisions unilatérales concernant les armements stratégiques offensifs.

AA

Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 49/75 I du 15 décembre 1994, 50/70 F du 12 décembre 1995, 51/45 C du 10 décembre 1996 et 52/38 F du 9 décembre 1997,

Rappelant également qu'elle a, chaque fois sur la base d'un consensus, consacré trois sessions extraordinaires au désarmement, en 1978, en 1982 et en 1988,

Ayant à l'esprit le Document final de sa dixième session extraordinaire¹²³, adopté par consensus à la première session extraordinaire consacrée au désarmement, qui contenait la Déclaration, le Programme d'action et le Mécanisme concernant le désarmement,

Ayant également à l'esprit l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace,

Se félicitant des changements positifs intervenus récemment sur la scène internationale, caractérisée par la fin de la guerre froide, le relâchement des tensions au niveau mondial et l'apparition d'un nouvel esprit présidant aux relations entre nations,

Prenant note du paragraphe 145 du Document final de la douzième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud) du 29 août au 3 septembre 1998¹²⁴, dans lequel ceux-ci ont appuyé la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui offrirait l'occasion d'examiner, dans une perspective correspondant mieux à la situation internationale actuelle, les aspects les plus critiques du processus de désarmement et de mobiliser la communauté internationale et l'opinion publique mondiale en faveur de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de la maîtrise et de la réduction des armements classiques,

Prenant note également du rapport de la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement sur la question intitulée «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement»¹²⁵,

Désireuse de tirer parti de l'échange de vues constructif auquel a donné lieu, lors de la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement, la question de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement,

¹²³ Résolution S-10/2.

¹²⁴ A/53/667-S/1998/1071, annexe I.

¹²⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 42* (A/53/42).

Réaffirmant sa conviction qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement peut déterminer la voie à suivre à l'avenir dans le domaine du désarmement, de la maîtrise des armements et des questions de sécurité internationale y relatives,

Soulignant l'importance du multilatéralisme pour le processus du désarmement, la maîtrise des armements et les questions apparentées de sécurité internationale,

Notant qu'après les progrès récents accomplis dans le domaine des armes de destruction massive et celui des armes classiques, il serait opportun que la communauté internationale entreprenne, au cours des années à venir, de dresser le bilan de la situation dans l'ensemble du domaine du désarmement et de la maîtrise des armements durant l'après-guerre froide,

1. *Décide* de convoquer sa quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, sous réserve de la réalisation d'un consensus sur ses objectifs et son ordre du jour;

2. *Approuve* le rapport de la Commission du désarmement sur les travaux de sa session de fond de 1998¹²⁶ et recommande que la question intitulée «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement» soit inscrite à l'ordre du jour de la Commission à sa session de 1999, afin de favoriser un accord sur l'ordre du jour et le calendrier de la session extraordinaire;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement» et, compte tenu des résultats des débats de la session de fond de 1999 de la Commission du désarmement, de fixer la date exacte de la convocation de la session extraordinaire et de décider des questions d'organisation s'y rapportant.

¹²⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 42 (A/53/42).